



Union Européenne

Revue de la Délégation de l'Union européenne en Algérie



Messieurs Abdelkader Messahel, ministre délégué auprès du Ministre des Affaires Etrangères, chargé des Affaires maghrébines et Africaines, et Pierre Vimont, Secrétaire général exécutif du Service européen pour l'action extérieure de l'Union européenne.

- ★ La Croatie, 28^e Etat membre de l'UE depuis le 1^{er} juillet
- ★ Dialogue politique, sécurité, droits de l'homme UE-Algérie
- ★ Des parlementaires européens rencontrent leurs homologues algériens
- ★ 14^e festival culturel européen en Algérie : un franc succès

Le mot de la délégation

Coopération UE-Algérie

- Visite de P. Vimont, SG du Service européen pour l'action extérieure, à Alger
- 2^e rencontre Dialogue politique, sécurité, droits de l'Homme
- Des parlementaires européens rencontrent leurs homologues algériens
- Exporter les produits d'Algérie en Europe
- Dialogue avec des acteurs de 22 communes du Nord-Ouest du pays
- Lancement officiel du Programme Santé en Algérie
- Démarrage du projet de jumelage « Aviation Civile »
- Emploi : Appui au développement du réseau d'interconnexion de l'ANEM
- Présentation du programme diversification de l'économie (DIVECO)
- Réunion du sous-comité « Transports, Environnement et Energie »
- Des associations algériennes formées à la gestion du cycle du projet
- Programme d'appui aux associations professionnelles
- Small Business Act : évaluation de la mise en œuvre en Algérie
- Spring : appui de l'UE au renforcement de la gouvernance politique et économique en Algérie

Coopération régionale

- Dia Med : la migration au service du développement local
- Projet de Code de Conduite International dans l'espace
- 1^{re} réunion des Directeurs des Centres de formation judiciaire Euro-Med

Union européenne

- La Croatie, 28^e Etat membre de l'UE depuis le 1^{er} juillet
- Rapport de la Commission européenne sur les priorités du développement pour l'après-2015

Proche-Orient

- Aide de l'UE pour payer les salaires et les retraites des Palestiniens
- L'Union et la Crise syrienne : soutien aux populations civiles réfugiées

Sahel-Mali

- Conférence internationale de Bruxelles pour le soutien à la reconstruction du Mali
- Déclaration de M^{me} Ashton, Haute Représentante de l'UE, sur le Nord Mali
- Michel Reveyard de Menthon nommé représentant spécial de l'UE pour le Sahel

Les échos

- Programme Média voisinage : Formation des journalistes algériens
- Remise des prix aux lauréats du concours d'écriture
- 14^e Festival culturel européen en Algérie : un franc succès



Chers lecteurs et lectrices,

En ouverture de ce numéro, je voudrais tout d'abord souhaiter la bienvenue à la Croatie qui devient, le 1^{er} juillet 2013, le 28^e Etat membre de l'Union européenne. Cette adhésion, comme les précédentes, est un pas positif tant pour l'Europe que pour la Croatie car en consolidant la famille européenne, elle contribue à renforcer la stabilité, la prospérité et la paix dans le continent européen.

A cette occasion, le Commissaire européen en charge de la Politique européenne de voisinage et de l'élargissement, M. Stefan Füle, a déclaré que «l'adhésion de la Croatie démontre la capacité de transformation de la politique d'élargissement de l'Union européenne. La Croatie qui était en proie au conflit deux décennies auparavant est aujourd'hui une démocratie stable en mesure d'assumer les responsabilités qui incombent aux membres de l'Union européenne et en conformité avec ses standards. Cette évolution est aussi un signal puissant en direction de tous les pays des Balkans occidentaux dont la perspective européenne a été proclamée de façon consistante par le Conseil européen».

Les relations entre l'UE et l'Algérie continuent de progresser comme cela a été démontré le 16 mai dernier par la tenue à Bruxelles de la deuxième session du Sous-comité «Dialogue politique, sécurité, droits de l'homme» sous la direction de M. Hugues Mingarelli, Directeur général Maghreb-Mashrek du Service européen d'action extérieure, et du Directeur général Europe du Ministère algérien des Affaires étrangères, M. Ismaïl Allaoua.

Cette session a permis un dialogue aussi franc et sincère que constructif. Elle a également permis de dégager de larges convergences de vues sur plusieurs sujets notamment l'évolution de la situation régionale et de la coopération avec le Conseil de l'Europe. Un aperçu de l'état d'avancement de certains de nos projets de coopération est inclus dans ce numéro.

Enfin, je voudrais sincèrement remercier le public algérien pour son enthousiasme et sa participation à la quatorzième édition du Festival culturel de l'UE en Algérie, qui s'est tenue du 10 au 30 mai à Alger, Oran et Annaba. L'intérêt et l'enthousiasme du public algérien honorent l'UE et chacun de ses Etats membres, qui ne ménagent pas leurs efforts pour présenter le meilleur des arts de spectacles vivants européens en Algérie.

Je voudrais les remercier chaleureusement ainsi que tous nos partenaires, la Radio nationale algérienne, l'Etablissement Arts et Culture de la wilaya d'Alger, la wilaya d'Oran et l'Institut français d'Annaba qui nous ont accueillis généreusement dans leurs salles magnifiques pour le plus grand plaisir du public. Cet enthousiasme et émulation partagés vont sans doute nourrir notre réflexion afin préparer une quinzième édition que je souhaite encore plus réussie. ●

*Marek Skolil
Ambassadeur/Chef de Délégation
de l'Union européenne*

Visite de M. Pierre Vimont

Secrétaire général exécutif du Service européen pour l'action extérieure

Le Secrétaire général exécutif du Service européen pour l'action extérieure (SEAE), Pierre Vimont, a rencontré au cours de la visite qu'il a effectuée à Alger, les 14 et 15 avril, le ministre des Affaires étrangères, M. Mourad Medelci, le ministre délégué algérien chargé des Affaires maghrébines et africaines, M. Abdelkader Messahel, ainsi que le Conseiller du Président de la République chargé de la lutte contre le terrorisme, M. Kamel Rezag Bara.



SEM Marek Skolil, ambassadeur/chef de la délégation de l'Union européenne en Algérie, M. Pierre Vimont, Secrétaire général exécutif du Service européen pour l'action extérieure, et M. Abdelaziz Bouguataia, directeur de l'Institut diplomatique et relations internationales.

M. Vimont a indiqué qu'il est très utile d'avoir ces échanges de vues entre les deux parties. « L'Algérie est un pays essentiel en Afrique et dans la région du Sahel concernant le traitement et le règlement des crises que connaît la région. Et il est important pour nous de venir régulièrement rencontrer les autorités algériennes. »

Il a profité de cette occasion pour rappeler qu'il a déjà travaillé avec les autorités algériennes et M. Messahel sur les problèmes du Sahel, notamment la crise au Mali. « Notre analyse de la situation est la même, avec la nécessité de travailler sur les principaux domaines et aspects de la question malienne, aussi bien pour le volet politique, le développement économique que la lutte contre le terrorisme », a encore souligné M. Vimont.

Lors de cette visite, M. Vimont a présenté une communication devant une centaine de jeunes diplomates algériens de l'Institut Diplomatique et des Relations Internationales. Il a à cette occasion présenté le Service européen pour l'action extérieure, créé en janvier 2010, et les priorités de la politique extérieure de l'Union européenne, en particulier dans ses relations avec les pays du voisinage sud. L'intervention a été suivie par une série de questions et réponses à laquelle M. Vimont s'est prêté face à un auditoire très attentif.

Le SEAE est le service diplomatique de l'Union européenne qui assiste la Haute Représentante pour les Affaires étrangères de l'UE à mener la politique étrangère et de sécurité de l'Union et dispose d'un vaste réseau de délégations à travers le monde. ●

2^e session du Dialogue politique, sécurité et droits de l'Homme

La 2^e session du sous-comité « Dialogue politique, sécurité et droits de l'Homme » s'est déroulée le 16 mai 2013 à Bruxelles.

Dans le cadre du dialogue politique, l'Algérie et l'Union européenne se fixent des objectifs ambitieux, fondés sur l'attachement réciproque reconnu à des valeurs communes comprenant la démocratie, l'Etat de droit, la protection et la promotion des droits de l'homme, ainsi que les questions de sécurité, y compris la lutte contre le terrorisme.

Les travaux du sous-comité se sont déroulés dans un esprit constructif. Le dialogue a été franc, ouvert et a permis l'échange de vues et d'analyses avec les responsables de l'UE sur les évolutions politiques en cours en Algérie et dans l'ensemble des pays européens, l'évolution des dispositifs législatifs et réglementaires dans le domaine des droits de l'Homme, ainsi que sur les questions sécuritaires en relation avec la lutte contre le terrorisme.

La délégation algérienne, comprenant des représentants des ministères des Affaires étrangères, de l'Intérieur, de la Justice, de la Défense, de la Communication et de la Coopération, a insisté à de nombreuses reprises sur sa volonté de coopérer avec l'UE et d'autres acteurs internationaux et sur son ouverture à l'expertise étrangère et à l'échange de bonnes pratiques.

Les délégués algériens ont présenté le processus de réforme lancé en 2011, incluant des nouvelles lois sur les partis politiques, le régime électoral, le rôle des femmes dans la vie politique, les associations et l'information, la réforme de la justice, la révision de la Constitution ainsi que sur la création de l'Office central de répression de la corruption. L'Algérie s'est dite ouverte aux recommandations formulées par la mission d'observation électorale de l'UE, dans une démarche globale de renforcement de la démocratie qui vise à améliorer le système électoral. De son côté, l'UE est prête à mettre à la disposition de l'Algérie des experts pour l'appuyer dans l'élaboration de ces politiques de cohésion.

L'UE a, en outre, salué la dépénalisation du délit de presse par la nouvelle loi sur l'information et encouragé les autorités algériennes à mettre en œuvre les recommandations formulées

par le Rapporteur Spécial sur le droit à la liberté d'opinion et d'expression suite à sa visite en Algérie en 2011. L'Algérie a mis en évidence la liberté de ton qui existe dans la presse algérienne, démontrée par l'ouverture du paysage médiatique (133 quotidiens, 27 hebdomadaires, 61 périodiques, 5 chaînes de télévision et une cinquantaine de chaînes radio). Des conférences, séminaires, échanges sont organisés avec des experts étrangers afin de s'inspirer au mieux des bonnes pratiques.

Les deux délégations ont abordé également certaines questions politiques liées à l'actualité régionale, notamment la situation qui prévaut au Sahel, en particulier au Mali, ainsi que les thématiques maghrébines et euro-méditerranéennes. L'UE a souligné son attachement à la coopération régionale, encore insuffisante, entre les pays du Maghreb. Malgré les obstacles existants, certains domaines de coopération pourraient être approfondis (développement économique, infrastructures, énergie, mobilité). L'UE bénéficie d'une expertise qu'elle est prête à mettre à la disposition des pays du Maghreb afin de renforcer les formules de coopération régionale existantes (Union du Maghreb Arabe, Union pour la Méditerranée, Dialogue Europe-Maghreb 5+5).

L'UE a félicité l'Algérie sur son rôle de coprésidente du Conseil pour la paix et la sécurité de l'Union africaine (UA) et appelé les autorités algériennes à participer activement aux préparations du sommet UE-UA de 2014 ainsi qu'à repenser conjointement de manière plus ciblée la stratégie UE-Afrique. A son tour, l'Algérie s'est dite satisfaite des résultats du dialogue récent entre l'UE et l'UA et a émis le souhait que l'UE puisse continuer à s'impliquer dans l'intégration continentale, notant notamment le projet d'envergure actuellement en cours pour construire des voies d'accès vers le Niger, le Mali et le Tchad.

Les représentants de l'UE ont évoqué certains problèmes que rencontrent les ONG étrangères actives en Algérie auxquelles la nouvelle loi sur les associations de janvier 2012 a créé des difficultés (enregistrement, dissolution, rétroactivité, versements à l'étranger, etc.). Ce qui peut porter préjudice à l'image

de l'Algérie. La gouvernance politique (lutte contre corruption, accès à la justice) sera un des points focaux de la coopération avec l'Algérie dans la période 2014-2017. La Commission européenne a annoncé que 5 projets de coopération avec l'Algérie sont en cours de préparation dans différents domaines. Trois instruments principaux sont mis à disposition de la société civile ; il s'agit de l'instrument européen pour la démocratie et les droits de l'Homme (IEDDH), l'instrument thématique «

Acteurs Non Etatiques » et la Facilité pour la Société Civile. Les deux parties ont convenu d'organiser dans les prochains mois la deuxième session de négociation du Plan d'Action dans le cadre de la mise en œuvre de la politique européenne de voisinage (PEV) renouvelée afin d'approfondir le dialogue UE-Algérie et, grâce à la PEV renouvelée, de disposer d'instruments nouveaux à travers des agences européennes spécialisées pour renforcer davantage la coopération bilatérale. ●

Des parlementaires européens rencontrent leurs homologues algériens

En visite pour la première fois le 11 avril à Alger, à l'occasion d'une conférence du « Global Progressive Forum », en partenariat avec le Front des forces Socialistes (FFS), le chef de file du groupe S&D, Hannes Swoboda, les eurodéputés Véronique de Keyser, Pier Antonio Panzeri, Gilles Pargneaux et des députes socialistes du Maghreb ont appelé au lancement d'un agenda progressiste pour les deux rives de la Méditerranée.

Dans le cadre de cette mission, les eurodéputés ont rencontré, le jeudi 11 avril, des responsables des deux chambres du Parlement algérien dont le président de l'Assemblée Populaire Nationale, Mohamed Larbi Ould Khefifa, et la vice-présidente du Conseil de la Nation, Mme Leila Ettayeb. Les parlementaires ont également été reçus par le ministre des Affaires étrangères, Mourad Medelci, et le ministre délégué chargé des Affaires maghrébines et africaines, Abdelkader Messahel.

A l'invitation du Front des Forces Socialistes (FFS), la délégation a participé à une conférence-débat sur le thème « Pour un Maghreb progressiste ». M. Swoboda a plaidé pour « une intégration régionale solide » ainsi qu'un partenariat d'égal à égal entre les pays des deux rives de la Méditerranée. Il a également réaffirmé le soutien de l'UE au processus d'adhésion de l'Algérie à l'OMC.

« Un nouveau cadre institutionnel est nécessaire pour faire avancer les valeurs de justice sociale et de dignité humaine demandées par les peuples. L'Union pour la Méditerranée doit avant tout être une union des peuples », a fait valoir Hannes Swoboda au moment où se développe plus ou moins facile-



ment le processus de transition démocratique issu du Printemps arabe dans la région.

Le Premier Secrétaire du FFS, Ali Laskri, et Hannes Swoboda ont appelé à une initiative euro-maghrébine pour asseoir un partenariat d'égal à égal fondé sur les principes du juste échange, du respect des droits fondamentaux et de la démocratie entre l'UE et le Maghreb.

« L'enjeu est vital pour l'Algérie pour revenir dans le concert des nations », a souligné Ali Laskri.

« Nous continuerons à soutenir nos partis frères dans la région et en Algérie, en particulier lors des processus électoraux, car les élections transparentes et équitables sont le fondement même de la démocratie », a déclaré la vice-présidente du groupe S&D, Mme Véronique de Keyser.

« La question du régime des visas et de la mobilité, de l'immigration et de l'intégration ainsi que du vivre ensemble est essentielle entre l'Algérie et l'UE », a ajouté Hannes Swoboda. Le président du Groupe S&D au Parlement européen a lancé un appel à relancer « l'Europe du mieux vivre ensemble », lors d'une rencontre citoyenne à Lyon (France). ●

Exporter les produits d'Algérie vers l'Europe

Depuis le 27 mai 2013, la Commission européenne a mis en place un nouvel outil pour faciliter l'accès des pays en développement aux marchés de l'Union européenne via le site Export Helpdesk.

L'UE est le plus grand marché unique au monde et, de loin, le premier partenaire commercial des pays en développement. En outre, les exportateurs algériens bénéficient de conditions très avantageuses d'accès au marché européen qui réduisent, voire suppriment totalement les droits de douane pour exporter vers l'Union européenne.

Grâce à ces conditions préférentielles, les exportateurs d'Algérie peuvent accroître leurs exportations vers l'Union. Le défi est à relever ! Afin d'aider les opérateurs économiques, l'Union européenne offre un outil d'information en ligne où les exportateurs peuvent obtenir toutes les conditions nécessaires pour réussir à exporter sur le marché européen.

L'Export Helpdesk est un site internet gratuit qui fournit des informations détaillées sur les règles d'importation en Europe, depuis les normes spécifiques applicables à chaque produit, en passant par les droits de douane, les statistiques commerciales, les règles d'origine ainsi que des liens utiles à des associations commerciales ou répertoires d'entreprises.

Pour plus d'informations, consultez l'Export Helpdesk :
www.exporthelp.europa.eu
 ou contactez la Délégation de l'UE en Algérie

Contexte

L'Export Helpdesk est un service en ligne mis en place par la Commission européenne pour faciliter l'accès des pays en développement aux marchés de l'Union européenne. Ce service, gratuit et simple à utiliser pour les exportateurs, les importateurs, les associations commerciales, les gouvernements, fournit les informations suivantes :

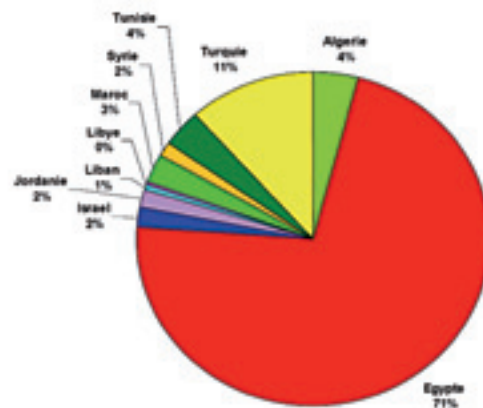
- Les réglementations et normes techniques de l'UE ainsi que les taxes internes applicables aux produits dans ses Etats membres.
- Droits d'importation ainsi que d'autres mesures d'importation.
- Régimes d'importation préférentiels de l'UE dont bénéficient les pays en voie de développement, y compris les règles d'origine et certification d'origine y relatifs

- Les statistiques de flux commerciaux entre l'UE et les pays tiers.
- Liens à ceux qui participent à la promotion commerciale tels que les chambres de commerce, les associations commerciales et les répertoires d'entreprises.
- La possibilité d'obtenir des informations détaillées de situations réelles rencontrées par des exportateurs.
- Une section What's New qui donne accès au Bulletin d'information.

Ce site a été lancé en 2004 et est disponible en six langues : français, anglais, espagnol, portugais, arabe et russe.

Données statistiques

Consultations de l'Export Helpdesk (exprimées en nombre de pages ouvertes) dans la région Euromed l'année passée :



Liens utiles

Statistiques commerciales :
EU-Euromed :

<http://ec.europa.eu/trade/policy/countries-and-regions/regions/euro-mediterranean-partnership/>

La Newsletter de l'Export Helpdesk :

http://exporthelp.europa.eu/thdapp/display.htm?page=wn%2fwn_WhatSNew.html&docType=main&languageId=fr

Matériel audiovisuel gratuit :

<http://ec.europa.eu/avservices/index.cfm?&sitelang=fr>

Dialogue de l'UE avec des acteurs de 22 communes du Nord-Ouest de l'Algérie

Le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, l'Union européenne et l'Agence de Développement social (ADS) ont organisé conjointement, le 29 avril 2013, à Tiaret un atelier de concertation regroupant les autorités locales et différents partenaires potentiels au niveau local, dans le cadre de la maturation du projet de coopération intitulé « Programme d'Appui au Développement Local et aux Actions Sociales dans le Nord-Ouest de l'Algérie ».

Cet atelier a eu lieu à Tiaret, avec une participation active aux travaux des groupes de travail de la part des acteurs, y compris les responsables de 22 communes. Au total, il y avait 116 participants de toutes les wilayas concernées et d'Alger. Le programme vise à accompagner les efforts déployés par le gouvernement algérien pour dynamiser le développement économique et social et privilégier le secteur privé comme moteur pour la création d'emplois. Il a aussi pour but de renforcer l'efficacité et l'efficience du management public chargé d'appuyer le développement local durable. Le programme cherche aussi à contribuer à la réduction des disparités sociales et économiques grâce au développement intégré et durable de six wilayas des Hauts-Plateaux à savoir : Saïda, Tiaret, Tissemsilt, Aïn Defla, Chlef et Médéa.

Le programme propose d'intervenir sur trois composantes complémentaires :

1. L'amélioration des conditions de vie des populations cibles par l'accompagnement social et l'appui aux services sociaux et, plus spécifiquement, l'amélioration du bien-être des ménages et de la cohésion entre les communautés ;



2. le renforcement de la création d'emplois et la diversification économique.

L'objectif est, d'une part, de créer des synergies entre les dispositifs de promotion de l'emploi et de lutte contre le chômage et le développement local (gouvernance locale) et, d'autre part, d'identifier des filières potentielles pour la valorisation des produits du terroir dans la perspective de la création d'emplois et de la diversification économique. Enfin, il s'agit d'aider à informer sur

les dispositifs existants de création d'emplois pour faciliter l'accès des futurs bénéficiaires ainsi que sur la formation professionnelle des bénéficiaires de ces dispositifs ;

3. l'appui institutionnel et le renforcement des capacités qui visent à assurer une utilisation plus efficace et efficiente des ressources disponibles pour les actions de développement ainsi que le renforcement de l'efficacité de l'aide.

Le Programme d'Appui au secteur de la Santé en Algérie officiellement lancé suite à la passation de l'ensemble des marchés

Au cours de l'année 2012, le programme d'appui au secteur de la santé en Algérie (PASS), d'une valeur totale de 15 millions d'euros et officiellement lancé en avril 2011, a pu conclure la passation de l'ensemble des marchés afférents aux différentes composantes du programme, telles que l'introduction d'un Système d'Information Sanitaire (SIS) et, particulièrement, du Dossier Electronique Médical (DEM), la conception et la réalisation d'un programme de formation continue du personnel de santé, le développement d'une approche pour la valorisation des acquis de l'expérience ou encore d'une stratégie de lutte contre les Maladies Non Transmissibles (MNT).

En Algérie, comme dans la plupart des pays à revenu intermédiaire, on observe une double transition : démographique et épidémiologique, marquée par l'importance croissante des maladies chroniques, non transmissibles, alors que le système de santé n'est pas encore préparé pour y faire face. En raison des investissements nécessaires pour moderniser les services de santé (infrastructures, organisation et ressources humaines), le gouvernement algérien a adopté, en 2008, le Schéma directeur sectoriel de la Santé (SDSS) d'un volume de près de 19 milliards d'euros. Les cinq axes principaux d'intervention de la politique nationale en matière de santé qui, en effet, ont guidé le développement du programme, sont de rapprocher la santé du citoyen ; d'améliorer la qualité des prestations ; de prendre en charge la transition démographique et épidémiologique ; d'atteindre les objectifs du millénaire et, enfin, de rationaliser la gestion du secteur.

L'objectif global du programme est de consolider les capacités du ministère de la Santé pour qu'il ait la compétence et les outils nécessaires pour pouvoir renforcer l'offre et améliorer la qualité des services de santé préventifs et curatifs afin de pouvoir, in fine, développer et moderniser en profondeur le secteur.

Parmi les projets évoqués plus haut figurent notamment la mise en œuvre d'un dossier électronique médical (DEM). Ce dernier a été identifié comme l'un des fondements du système permettant de réaliser l'objectif spécifique du programme pour l'amélioration de la prise en charge de la transition épidémiologique à travers la mise en œuvre d'un système d'information sanitaire (SIS), facilitant la prise de décision rationnelle sur les activités et les investissements prioritaires à réaliser. Le DEM représente non seulement une source d'information importante, mais est également un outil opérationnel doté de fonctionnalités avancées destinées à améliorer la prise en charge des patients,

la gestion opérationnelle des services hospitaliers et, enfin, la qualité des soins. Celui-ci sera développé au niveau des deux sites pilotes : l'Etablissement Hospitalier d'Oran (EHU Oran) et la polyclinique de l'Université scientifique et technologique d'Oran (Polyclinique d'USTO).

Un autre projet phare du programme est celui ayant trait à la « formation et aux voyages d'études ». Il vise à renforcer les capacités des ressources humaines du secteur à différents niveaux d'intervention (central, régional, wilaya et local), tant pour améliorer la performance du système de santé et conforter les réformes engagées que pour moderniser la gestion et la production des soins. Ce projet se concrétisera à travers trois volets : un programme de formation, l'organisation de voyages d'études dans des pays européens et des séminaires et conférences portant sur des thèmes spécifiques. Le programme touchera in fine 2 400 participants (hors voyages d'étude), dont 560 participants prévus pour les séminaires.

Une autre activité, bien que moins importante en termes de volume, mais néanmoins fondamentale est celle touchant à la « valorisation des acquis de l'expérience » qui vise à permettre aux intervenants du système de santé de transformer leurs années d'expérience en diplômes reconnus, leur évitant ainsi de devoir compléter de longues équivalences dans des domaines où ils sont déjà des experts.

Dans un autre secteur, le projet de lutte contre les maladies non transmissibles (MNT) vise pour sa part à doter le pays d'un système multisectoriel et multidisciplinaire national et local de lutte contre les MNT. Ce système doit renforcer les capacités techniques de pilotage du ministère pour le développement et la mise en place d'un plan national de lutte contre les MNT et ainsi renforcer le système de surveillance et de veille des facteurs

de risques. Il s'agit en somme de renforcer le système de santé algérien afin de lui permettre de combattre efficacement des maladies qui touchent de plus en plus de personnes et qui sont liées à la transition épidémiologique que connaît le pays depuis les années 1990. Il s'agit principalement des maladies cardiovasculaires, des cancers, des affections respiratoires

chroniques et du diabète, ainsi que leurs facteurs de risque, à savoir le tabagisme, l'alcool, la mauvaise alimentation ou encore la sédentarité. ●

Plus d'informations consultez le site du programme :
<http://www.pass-ue.dz/>

Démarrage du projet de jumelage «Aviation Civile»

Le 15 avril dernier a démarré un nouveau jumelage intitulé : «Appui à la Direction de l'Aviation Civile et de la Météorologie (DACM) du Ministère des Transports pour le renforcement de son rôle dans le domaine de la sécurité aérienne».

Ce projet qui est financé par l'Union européenne dans le cadre du Programme d'Appui à la mise en œuvre de l'Accord d'Association, elle le troisième jumelage initié dans le cadre de la deuxième phase du programme (P3AII).

Il s'agit d'une action de coopération de long terme (24 mois) entre l'Algérie et l'Espagne, qui s'inscrit dans le cadre des dispositions de l'Accord d'Association. Elle met en partenariat les Ministères en charge des Transports des deux pays.

Tout au long de ce projet les deux institutions auront à travailler sur des aspects techniques, législatifs et organisationnels dans le but de transposer l'expérience et le savoir faire de la partie européenne à son homologue algérienne.

L'objectif de ce jumelage est de renforcer les capacités de supervision de la sécurité



aérienne de la Direction de l'Aviation Civile et de la Météorologie, en vue de contribuer à l'amélioration de la gestion de la sécurité aérienne en Algérie, et ce, en application des normes et des recommandations de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI) en matière de gestion de sécurité aérienne.

Ce projet intervient dans un contexte caractérisé par la décision de l'Algérie de l'élaboration et de la mise en œuvre d'un Plan National de la Sécurité (PNS) et d'un Système de Gestion de la Sécurité (SGS). Une décision qui cadre avec l'application des normes de l'OACI en matière de gestion de la sécurité ainsi que de la convention de l'aviation civile internationale à laquelle

l'Algérie a adhéré en 1963. Le jumelage s'inscrit, par ailleurs, dans la continuité des efforts déjà réalisés dans le cadre du Programme d'Appui au Secteur Transports (PAST), pour mettre en place le PNS et le SGS.

Un expert assumant la fonction de conseiller résident de jumelage (CRJ) a été détaché par l'institution espagnole au sein du Ministère Algérie des Transports, pour toute la durée du projet. Il s'atèle à coordonner les activités qui sont destinées aux cadres de l'administration centrale du Ministère, des compagnies aériennes, des associations professionnelles et autres entités concernées.

Ces activités se dérouleront sous forme de séminaires, audits, formations, visites des d'institutions similaires en Espagne.

La cérémonie officielle de lancement du jumelage a eu lieu le 18 juin 2013, à la résidence d'Etat Djenane El Mithak, en présence du Ministre des transports, du Chef de la Délégation de l'Union européenne à Alger, du représentant de l'Ambassadeur d'Espagne en Algérie et de la directrice exécutive de l'Agence espagnole de la sécurité et la sûreté de l'aviation. ●

Projet d'appui au secteur de l'emploi en Algérie

Appui au développement du réseau d'interconnexion de l'ANEM

Le Système d'information actuel de l'Agence Nationale pour l'Emploi (ANEM) est entièrement décentralisé, ce qui rend difficiles le contrôle, la vérification et la consolidation des informations sur les employeurs et les demandeurs d'emploi, notamment pour ce qui concerne la gestion des dispositifs d'insertion professionnelle.

Le développement d'un nouveau système d'information centralisé a donc été lancé, avec l'appui du programme d'appui au secteur de l'emploi (PASEA) qui a mobilisé plusieurs experts dans ce cadre.

Le nouveau système d'information, plus fiable et totalement sécurisé, sera hébergé dans le centre de calcul du siège de l'ANEM.

Dès 2014, les 250 agences réparties sur le territoire national accéderont au nouveau système via un réseau d'interconnexion dont l'étude a été réalisée par un expert du PASEA. Un appui opérationnel au déploiement de ce réseau d'interconnexion sera également assuré par le programme PASEA.

Le PASEA en quelques mots

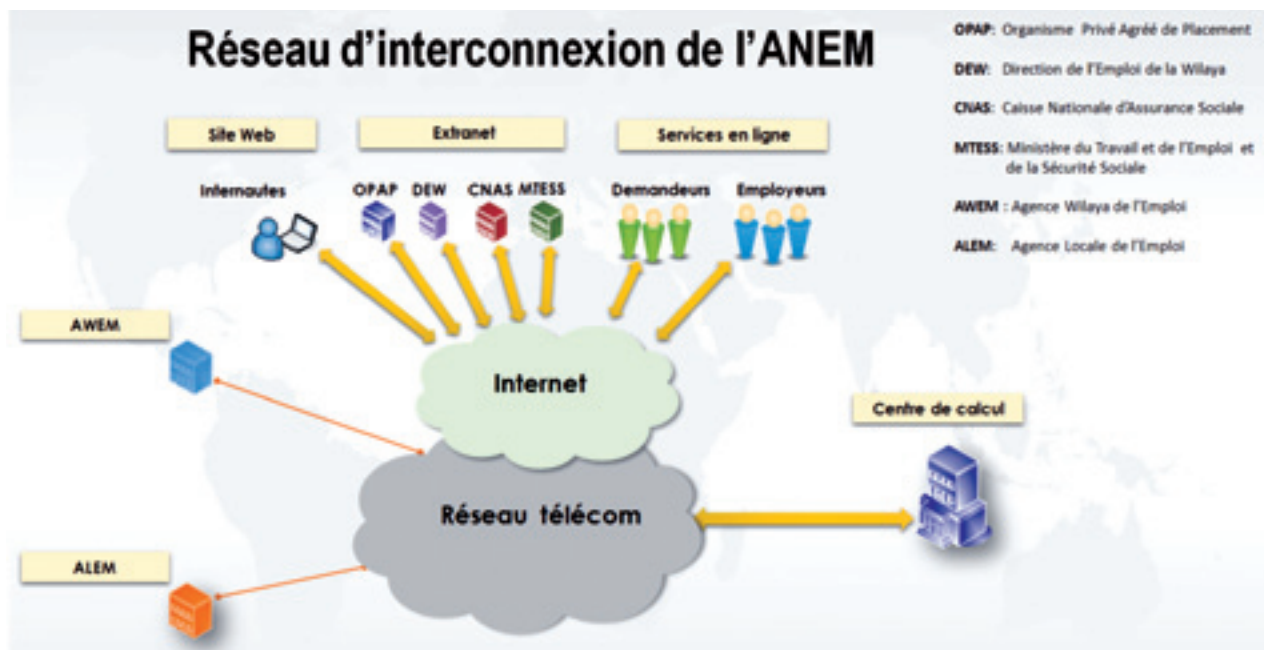
Mené en partenariat entre l'UE et l'ANEM depuis 2010, le programme d'appui au secteur de l'emploi en Algérie (PASEA) vise à appuyer l'ANEM dans son effort d'amélioration de son intervention sur le marché de l'emploi afin de mieux gérer l'intermédiation entre l'offre et la demande.

Il s'articule autour de trois axes :

- 1- outiller grâce à un système d'information national ;
- 2- professionnaliser grâce à un programme de développement des compétences pour les conseillers et les managers ;
- 3- informer grâce à une offre de service informatisée et diffusée par des modes de communication modernes et performants, portail web notamment.

Le PASEA a démarré en juin 2012, jusqu'à mars 2015. Il est doté d'un budget global de 15,34 millions d'euros.

Pour plus d'informations : <http://pasea.overblog.com>



Séminaire de présentation du programme DIVECO

Le Programme d'Appui à la Diversification de l'Economie en Algérie (DIVECO) a organisé, le 25 mars 2013, un séminaire de présentation de ses activités.

Ce séminaire, dont le but était de présenter les objectifs et le contenu de l'ensemble du Programme DIVECO et de faire le bilan des activités effectuées et des résultats obtenus depuis le démarrage du programme en janvier 2011, a été ouvert par le Ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Rachid Benaïssa, le Ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mohamed Benmeradi, et le Secrétaire Général du Ministère de l'Industrie, des PME et de la Promotion de l'Investissement, Abderrazak Henni.

Le séminaire a réuni les principaux acteurs des institutions concernées et des organismes rattachés, que cela soit au niveau central ou au niveau des wilayas, mais également des opérateurs du secteur productif public et privé, soit au total près de 200 personnes. Le Directeur de Programme, Pr Foued Chehat, a rappelé les objectifs de ce programme ambitieux, multi et intersectoriel, d'une durée de près de 5 ans, avec un budget de 20 millions d'euros, financé à hauteur de 17.5 millions d'euros par l'Union européenne :

- pour l'Agriculture, diversifier et augmenter les productions dans un but à la fois d'exportation et de substitution aux importations par la promotion des filières stratégiques ;
- pour l'Industrie agroalimentaire, contribuer à une meilleure intégration avec la production agricole nationale et réduire les contraintes qui limitent le développement du secteur, en particulier dans le domaine de la sécurité alimentaire ;
- pour le Tourisme, promouvoir l'image de l'Algérie à destination des pays émetteurs, améliorer la compétitivité du secteur et développer le tourisme national.

Depuis le démarrage du projet, de nombreuses missions d'assistance technique ont permis de contribuer aux activités telles que :

- pour la composante Agriculture : l'appui en matière réglementaire concernant la sécurité alimentaire, l'appui et l'accompagnement de coopératives, l'amélioration de la capacité des Chambres d'agriculture, la mise en place de démarches de normalisation, certification et labellisation ;
- pour la composante Agroalimentaire : l'accompagnement de la mise en place et de l'opérationnalisation du Centre technique de



l'industrie agroalimentaire (CTIAA), l'appui en matière réglementaire concernant la qualité et sécurité des aliments, la faisabilité d'un centre technique dédié à l'emballage et au conditionnement ;

- pour la composante Tourisme : l'appui au développement de la formation et gestion des ressources humaines, l'appui à l'Office National du Tourisme pour la structuration des outils de promotion de la destination Algérie, l'appui au renforcement de la structure, organisation et gestion de l'Agence Nationale de Développement du Tourisme, l'appui au développement et à la mise en œuvre du Plan Qualité Tourisme.

Neuf marchés sont également en cours :

- 4 marchés de fourniture d'équipements pour des laboratoires et instituts sous tutelle du Ministère de l'Agriculture et du Développement rural (MADR), pour le CTIAA sous tutelle du Ministère de l'industrie, des PME et de la promotion de l'investissement, de matériel informatique pour le MADR et le Ministère du Tourisme et de l'Artisanat (MTA), de matériel et supports pédagogiques pour trois écoles algériennes d'hôtellerie.
- 5 marchés de services pour la mise en œuvre de plans de formation au bénéfice des institutions et acteurs des secteurs agricole et agroalimentaire pour l'informatisation de système d'information statistique du tourisme du MTA et de suivi-évaluation du MADR pour la création, conception et mise en œuvre de l'information et de la communication du Plan Qualité Tourisme.

Ce séminaire a bénéficié d'une forte couverture médiatique avec la présence de 4 chaînes de télévision, 4 stations de radio, une agence de presse et une presse écrite, particulièrement bien représentée par 25 journaux quotidiens ou hebdomadaires. ●

Pour plus d'informations : uap.diveco@gmail.com

Réunion du sous-comité UE-Algérie «Transports, Environnement et Energie»

Le 30 avril dernier s'est déroulée à Alger la troisième session du sous-comité Union européenne-Algérie «Transports, Environnement et Energie».

Cette réunion a été l'occasion pour l'Union européenne et l'Algérie de se tenir mutuellement informées des développements de part et d'autre dans les secteurs concernés, de faire le point sur la coopération dans ces mêmes secteurs et, surtout, de parler de perspectives de collaborations plus étroites. Cette réunion à laquelle les représentants des Etats membres avaient été conviés comme observateurs a réuni des experts de la Commission européenne, des membres de la Délégation de l'UE en Algérie et des représentants des différents ministères algériens concernés par les thématiques traitées.

Deux années après la précédente session, les travaux du sous-comité se sont déroulés dans un climat de confiance mutuelle et ont été l'occasion de nouer des contacts humains propices à l'intensification des relations de travail.



Une centaine d'associations algériennes formées à la gestion du cycle du projet et aux procédures de l'UE

Au printemps 2013, un programme de formation à la gestion du cycle du projet a été organisé par la Délégation de l'Union européenne au profit des associations algériennes. Ces formations de six jours ont permis aux associations algériennes de renforcer leurs capacités dans la conception, la mise en œuvre et le suivi de leurs projets de développement.

Le programme comprenait également l'enseignement des procédures d'attribution des contrats de subventions de l'Union européenne et un programme détaillé de leur gestion. Les procédures contractuelles et financières de la Commission euro-

péenne n'ont donc plus de secrets pour ces cent associations qui ont pu bénéficier gratuitement de cette formation.

Les formations qui ont eu lieu aux quatre coins du pays, à Alger, Tiaret, Tamanrasset, Constantine et Oran, ont fait l'objet d'une forte couverture médiatique. Plusieurs articles ont été publiés dans la presse écrite et deux reportages télévisés ont été diffusés sur des chaînes télévisées nationales. Certaines de ces formations ont également pu bénéficier de la présence de représentants de la Direction de la Jeunesse et des Sports et du Ministère de la Solidarité. ●

Appui du Programme PME II aux associations professionnelles

Les activités développées dans le cadre de la composante « Appui aux PME » du programme ont bénéficié à quatre associations professionnelles, dont l'Association algérienne des technologies de l'information (AITA), le Forum des Chefs d'Entreprises (FCE), l'Union Nationale des Opérateurs Pharmaceutiques (UNOP) et l'Association des Producteurs Algériens de Boissons (APAB).

Pour chacune de ces associations, les actions engagées ont été les suivantes :

- **Pour l'Association algérienne des technologies de l'information (AITA)**, dont les membres sont des entreprises du domaine des TIC de la filière intégrateurs et éditeurs de logiciels, les actions réalisées ont porté sur (1) la mise à niveau des Entreprises Algériennes des TIC, filière « Intégrateurs et éditeurs de logiciels », par la formation et la certification pour 20 entreprises et (2) la Formation en Audit, préalable à une démarche de certification, selon le référentiel ISO 9001-2008 pour des PME du secteur des TIC au profit de 14 entreprises.

Cette dernière action se prolongera par un ensemble de missions individuelles pour la mise en œuvre de leur SMQ (Système de Management de la Qualité) en préparation de leur certification ISO 9001/2008. Ces missions vont se dérouler jusqu'en décembre 2013.

- **Pour le Forum des Chefs d'Entreprises (FCE)**, une association d'entrepreneurs qui regroupe de nombreuses entreprises des secteurs publics et privés, toutes activités confondues. Il s'agit de l'organisation d'un séminaire de formation au profit de ses membres sur le thème de la délégation de responsabilité et la prise de décision. Deux autres séminaires sont prévus, durant le second semestre de l'année en cours, sur les thèmes de l'amélioration des coûts de production et l'analyse financière pour les dirigeants non financiers.

- **Pour l'Union Nationale des Opérateurs Pharmaceutiques (UNOP)**, depuis 2011 (1) - 13 sessions de formation ont été organisées, souvent sous forme d'ateliers, et ont bénéficié à 272 cadres de 124 laboratoires. Les actions de ces formations variées ont eu pour mission globale de renforcer les compétences des formateurs et des cadres de l'industrie pharmaceutique, notamment en matière de mise en place de politique

d'hygiène, de sécurité et environnement, de management de la fonction « Métrologie », élaboration et mise en œuvre de plan de formation, de maîtrise des indicateurs de productivité et d'audit des fournisseurs et prestataires.

(2) - 8 laboratoires pharmaceutiques ont bénéficié d'un diagnostic dans le cadre d'une action de mise en place d'une stratégie maintenance dans les PME de l'industrie pharmaceutique afin de permettre, d'une part, d'identifier les besoins réels en formation du personnel de maintenance et, d'autre part, les actions d'amélioration de l'organisation et de la gestion de la Fonction Maintenance, ce qui a conduit à l'élaboration d'un plan d'action de mise à niveau pour un futur accompagnement personnalisé.



Photos Formation en Maintenance de cadres d'entreprises membres de l'UNOP

- **Pour l'Association des Producteurs Algériens de Boissons (APAB)**, 38 entreprises ont participé à 4 ateliers de formation consacrés aux additifs dans les boissons et la mise en place d'un système de Management en conformité avec la norme ISO 17025. 10 entreprises de la filière ont bénéficié d'un diagnostic dans la perspective de l'accréditation de leurs laboratoires, selon la norme « ISO 17025 ». ●

Small Business Act Euroméditerranéen

Lancement de l'exercice d'évaluation de la mise en œuvre en Algérie

Le Small Business Act Euroméditerranéen (SBA) a été adopté en 2008, lors de la Conférence des ministres euro-méditerranéens de l'industrie tenue à Malte en mai 2011, en remplacement de la Charte euro-méditerranéenne de l'entreprise en vigueur depuis 2003 et qui s'inspirait de la Charte européenne de l'entreprise.

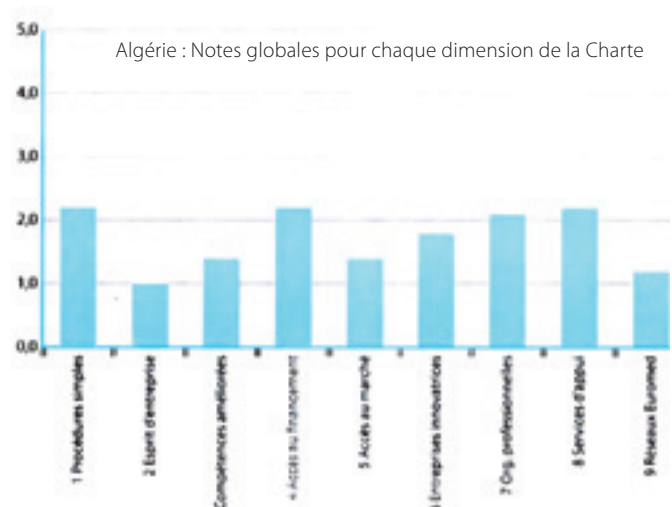
Le SBA est un ensemble de principes destinés à guider la conception et la mise en œuvre des politiques euro-méditerranéennes en faveur de la promotion et du développement des PME.

1- Le principe de l'exercice

Il consiste à évaluer le niveau de mise en œuvre des principes clés des politiques en faveur des PME et de l'entrepreneuriat, notamment il permet d'identifier les défis relatifs à la conception des politiques et à leur mise en œuvre, de comparer les politiques entre les pays et à travers le temps, et mesurer la performance en comparaison avec celle de l'UE et des bonnes pratiques de l'OCDE. L'évaluation s'effectue à travers une grille d'évaluation qui permet de calculer un indice sur la base de 10 dimensions (qui se subdivisent en sous dimensions, indicateurs et niveau de réforme) organisées selon les principes du «Small Business Act». A chaque élément évalué, il est attribué une note de 1 à 5, le décompte final donne lieu à un classement.

Les 10 dimensions de la grille d'évaluation s'établissent comme suit : (1) – Education et formation à l'esprit d'entreprise, (2) Faillite et 2ème chance, (3) le principe du «Think Small First», (4) une administration publique réactive aux besoins des PME, (5) adapter les outils des politiques publiques aux besoins des PME, (6) l'accès au financement, (7) encourager les PME à bénéficier des opportunités du marché unique européen, (8) promouvoir l'amélioration des compétences et de l'innovation, (9) promouvoir la croissance verte, et (10) l'exploitation des opportunités des marchés en croissance. Lors de la première évaluation de la mise en œuvre du SBA effectuée en 2007/2008, les notes obtenues pour les 10 dimensions ont été les suivantes :

Les défis à relever sont importants pour améliorer la situation ce que révèle également le classement établi par la Banque Mondiale pour 2013, où l'Algérie a obtenu la 152^e place, contre la 150^e en 2012, sur 183 pays.



Source: In «Rapport de la mise en œuvre de la Charte euro-méditerranéenne de l'entreprise – Evaluation 2008 de la politique de l'Entreprise».

L'évaluation 2013 de la mise en place de la Charte euro-méditerranéenne pour l'entreprise / « Small Business Act » au sein des économies MED, est un exercice qui soutient les décideurs politiques afin de pleinement exploiter le potentiel des PME en tant que moteur de création d'emplois et de croissance économique. L'évaluation couvre des domaines clés relatifs au développement des entreprises et s'appuie sur des indicateurs de politiques pour mesurer la performance des économies participantes dans chacun de ces domaines.

2- Les acteurs de l'évaluation

L'évaluation est basée sur une approche participative impliquant les acteurs suivants :

- Le coordinateur national pour l'Algérie (Représentant du Ministère de l'industrie de la PME et de l'Investissement) facilite l'auto-évaluation, en étroite consultation et coopération avec les ministères, institutions et représentants concernés du secteur privé.

- La Commission européenne, la Fondation européenne pour la formation et l'Organisation de coopération et de développement économiques, en consultation avec la Banque européenne d'investissement et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, recueillent des données et des informations et mènent une évaluation indépendante dans chaque économie MED pour chaque dimension politique. L'évaluation indépendante est soutenue par des experts locaux.

3- Déroulement de l'exercice

L'évaluation ainsi réalisée,

- S'appuie sur le cadre de la Charte euro-méditerranéenne pour l'entreprise/« Small Business Act » pour l'Europe.
- Identifie les points forts et défis relatifs à la conception des politiques et à leur mise en place afin de fournir une liste d'actions prioritaires de réformes.
- Fournit des comparaisons de politiques entre les économies MED et mesure le progrès effectué par rapport aux résultats de l'évaluation 2008 de la mise en place de la Charte euro-méditerranéenne pour l'entreprise.
- Fournit une référence de performance des politiques en comparaison avec celles de l'UE et des bonnes pratiques de l'OCDE.
- S'appuie sur la méthodologie de l'Indice des politiques en faveur des PME qui a été déjà appliquée dans un nombre de pays/régions, y compris les économies MED.

4- Les principales étapes de l'exercice en 2013

Janvier-février

Premières séries de missions des experts OCDE dans les pays de la rive Sud afin de coordonner avec les parties prenantes

des secteurs public et privé et identifier les experts locaux. Le séminaire de lancement de l'exercice d'évaluation pour l'Algérie a été organisé le 28/1/2013 par le Ministère de l'Industrie, en présence des experts de l'OCDE et des participants locaux (fonctionnaires, associations patronales, associations professionnelles, Chambres de commerce et d'industrie, Chambres de l'artisanat et des métiers et des entreprises).

Février-mai : *Evaluation à mi-parcours*

Une rencontre a été organisée en mars 2013, en présence de l'ensemble des parties prenantes algériennes et des experts locaux, en présence des experts de l'OCDE, d'ETF et de la Délégation de l'UE en Algérie.

11 Juin

Présentation des résultats préliminaires lors de la réunion bilatérale par pays lors réunion des coordinateurs nationaux (pour l'Algérie c'est le représentant du ministère de l'industrie).

La réunion bilatérale avec l'Algérie qui s'est déroulée le 11 juin 2013 a eu pour but de :

- fournir un aperçu des résultats de l'évaluation,
- faire le bilan des progrès effectué dans le processus d'évaluation, arrêter un programme sur les prochaines étapes et proposer des solutions aux éventuelles difficultés rencontrées.

25 Juin

Réunion des coordinateurs nationaux (pour l'Algérie c'est le représentant du ministère de l'industrie),

2^e moitié de septembre

Poursuite des réunions bilatérales avec chacun des pays MED, à l'instar de celles effectuées en juin.

Novembre : Publication des Résultats

SPRING : 10 M€ de l'Union européenne en appui à la gouvernance politique et économique en Algérie

Dans le cadre du programme SPRING (Soutien au Partenariat, à la Réforme et à la Croissance), créé pour accompagner les pays du Voisinage Sud suite aux événements du Printemps arabe, la Commission européenne a adopté au bénéfice de l'Algérie un programme d'appui à la gouvernance. SPRING met l'accent sur un appui lié à la transformation démocratique et au renforcement des institutions ainsi qu'à la croissance et au développement économique durable.

Ce programme est en lien direct avec les priorités mises en avant par le gouvernement algérien et a pour objectif d'intervenir en soutien à des organismes qui ont un rôle important dans la gouvernance du pays. Sur ce nouveau programme, Marek Skolil, Chef de la délégation de l'Union européenne en Algérie, a rap-

pelé que «la consolidation de l'Etat de droit et l'amélioration de la gouvernance sont deux des objectifs majeurs des instruments au service de la coopération entre l'Algérie et l'UE». Ce programme contribuera à la mise à niveau de divers organes qui influencent directement ou indirectement la gouvernance économique et politique de l'Algérie.

Les deux principaux volets du programme se focaliseront sur ces deux dimensions, et seront complétés par un volet transversal «communication-media-transparence». Les organismes concernés pourront être l'Assemblée Nationale Populaire et le Conseil de la Nation, l'Office central de répression de la corruption, la Cour des comptes, une école de journalistes, le barreau des avocats, etc.

La migration au service du développement local

Le 26 mars dernier, le programme de soutien à la création d'activité et d'emploi au Maghreb – Dia Med – organisait le comité de lancement du projet à Alger.

Cet événement de lancement a été l'occasion pour les partenaires de présenter leur objectif d'encourager la diaspora maghrébine à réaliser des investissements productifs dans leur pays d'origine. Ce programme régional est mis en œuvre par six partenaires : Anima Investment Network, Acim, Ader Méditerranée (France), Medafco Consulting (Algérie), Conect (Tunisie) et la Fondation de Création d'Entreprise (Maroc), qui mettent en commun leurs réseaux et leur expérience pour encourager l'essor d'activités et niches stratégiques au Maghreb.

Le projet vise à mobiliser les savoir-faire des diasporas pour partager leurs compétences et expériences en vue de renforcer les capacités des structures intermédiaires publiques et privées d'aide à la création d'activité dans les pays d'origine.

Dia Med entend, d'ici 2015, contribuer au développement local et renforcer le tissu entrepreneurial des pays du Maghreb, à travers des activités de soutien de projets d'investissements, de transfert d'innovation. Le programme vise à apporter un accompagnement personnalisé aux porteurs de projet par des activités de coaching et des formations ciblées aux diplômés du supérieur dans les trois pays du Maghreb. Ce projet s'articule autour de cinq actions majeures :

- Renforcer la professionnalisation des acteurs locaux d'appui à la création d'activité (270 personnes formées au sein des structures

d'accompagnement à la création d'entreprises et des institutions locales).

- Encourager et accompagner les diasporas des pays du Maghreb à entreprendre dans leur pays d'origine (200 porteurs de projets potentiels sensibilisés en Europe, dont 60 créateurs d'entreprises accompagnés pour implanter leur entreprise au Maghreb).
- Coacher les jeunes entrepreneurs du Maghreb à améliorer leur visibilité et à développer leur expérience pour structurer un projet à dimension internationale (90 créateurs d'entreprises locaux coachés).
- Renforcer les capacités des entrepreneurs dans les domaines des technologies vertes (90 entrepreneurs accompagnés).
- Former les jeunes diplômés maghrébins de l'enseignement supérieur au management des entreprises innovantes et leur faire découvrir les TPE PME PMI (270 diplômés de l'enseignement supérieur sensibilisés et accompagnés).

Le comité de lancement du programme Dia Med a été un événement réussi qui a pu bénéficier d'une couverture médiatique importante grâce à la publication d'une dizaine d'articles dans la presse maghrébine. ●

Durée du projet : 3 ans

Montant du budget : 2,35 millions d'euros, financé à 80% par l'UE

Lieux : Algérie, Maroc, Tunisie, France

Code de Conduite International dans l'espace

L'Union européenne, notamment, l'EEAS, a co-organisé avec l'Ukraine une consultation ouverte sur le projet de Code international de conduite pour l'espace. La réunion s'est déroulée à Kiev, les 16 et 17 mai 2013, et avait pour objectif de recueillir les commentaires des participants sur les principaux concepts inclus dans le projet présenté par l'Union européenne, à Vienne, le 5 juin 2012.

La réunion a été animée par des experts internationaux de haut niveau et une table ronde sur le thème de la sécurité de l'espace a été organisée par l'Institut des Nations unies pour la recherche

sur le désarmement (UNIDIR) dans le cadre de son projet de recherche sur ledit Code avec le soutien de l'Union européenne.

Le but de ce code est d'améliorer la sécurité, la sûreté et la durabilité de l'espace et de l'ensemble des activités spatiales. Il traite toutes les activités spatiales menées soit par un seul Etat signataire, soit conjointement avec d'autres Etats ou encore par des entités non gouvernementales relevant de la juridiction d'un Etat signataire. Il faut souligner que ce code n'est pas juridiquement contraignant puisque le respect de ses mesures est volontaire et ouverte à tous les Etats. ●

1^{re} réunion des Directeurs des Centres de formation judiciaire Euro-Med (Lisbonne, 7 - 8 mai 2013)

Dans le cadre du projet EuroMed Justice III, la 1^{re} réunion des Directeurs des Centres de formation judiciaire EuroMed s'est tenue les 7 et 8 mai 2013 à Lisbonne, Portugal.

Le projet EuroMed Justice III, financé par l'UE et doté d'un budget de 5 millions d'euros pour la période 2011-2014, entend poursuivre dans la voie des succès remportés par EuroMed Justice I et II, comme le développement d'un espace euro-méditerranéen de coopération dans le domaine de la justice, en soutenant le renforcement de la capacité des partenaires et en promouvant la modernisation de la justice, y compris un meilleur accès à la justice.

Au cours de cette session, quelques-uns des résultats provisoires obtenus au cours de la première phase du programme, tant au niveau des rapports de recherche que des manuels élaborés sous les différentes composantes du programme, ont été présentés avec la suggestion de les inclure dans les programmes de formation ou les activités de recherche des centres de formation, avec une nouvelle discussion lorsque ces textes auront été approuvés au cours de la deuxième réunion des Directeurs des Centres de formation judiciaire ou institutions équivalentes prévue dans le courant de l'année.

Quatre exposés thématiques ont été faits durant la réunion :

- Le premier intitulé « Evolution de la formation des juges et procureurs : présent et avenir, les perspectives pour l'UE et les pays partenaires du Voisinage Sud ».
- Le deuxième portait sur « La formation des juges et procureurs : l'expérience portugaise ». L'orateur a présenté la division judiciaire portugaise, le travail réalisé par le Centre d'études juri-

diques (CEJ), la procédure et les conditions d'admission au CEJ et l'organisation interne et administrative de ce centre.

- Le troisième a porté sur le recours à l'apprentissage à distance pour renforcer la coopération transfrontalière entre les institutions de formation judiciaire et les pouvoirs judiciaires. Cette activité a expliqué comment l'apprentissage à distance peut être utilisé pour renforcer la coopération transfrontalière entre les institutions de formation judiciaire et les pouvoirs judiciaires. L'atelier a également abordé les différences, avantages et inconvénients entre l'apprentissage à distance, l'apprentissage en ligne et l'apprentissage mixte, les conditions requises pour développer un système adéquat d'apprentissage à distance, les raisons pour lesquelles l'apprentissage à distance et l'apprentissage en ligne sont deux outils très utiles, ou encore comment développer la formation et les outils en ligne.

Le deuxième jour de la réunion a permis d'avoir un aperçu de la situation actuelle des programmes de coopération de l'UE dans la région EuroMed reliés aux Centres de formation judiciaire, et plus particulièrement par rapport à la coopération aux activités de formation.

Cette conférence a également été l'occasion de présenter les prochaines activités prévues pour la deuxième phase du Programme EuroMed Justice III, qui s'articulera autour des sessions de formation et des visites d'études. ●

Croatie : 28^e Etat membre de l'Union européenne

Le 1^{er} juillet, la Croatie est devenue officiellement le 28^e membre de l'Union européenne. C'est un cheminement long et encadré.

La Croatie a déposé sa demande d'adhésion à l'UE en 2003 mais les négociations n'ont été entamées qu'en 2005 et ont duré jusqu'en décembre 2011, date de la signature du traité d'adhésion. Le 22 janvier 2012, les Croates se sont prononcés à 67% en faveur de l'adhésion. Enfin, le 27 mars 2013, la Commission européenne a donné son feu vert à l'entrée de la Croatie dans l'Union dès le 1^{er} juillet 2013. Elle a considéré que le pays a respecté l'ensemble de ses engagements, même si des efforts restent à faire notamment dans le domaine de l'efficacité judiciaire et de l'indépendance de la justice.

C'est le second pays des Balkans, issu de l'ancienne Yougoslavie, après la Slovénie, à intégrer l'UE. En sa qualité de pays en voie d'adhésion, la Croatie a disposé d'un statut d'observateur actif pendant la période intérimaire précédant son adhésion où elle a pu se familiariser avec les méthodes de travail des institutions. Elle a bénéficié d'une aide financière et technique conséquente par le biais de l'instrument d'aide de préadhésion. Elle recevra également 3,5 milliards de fonds européens entre 2013 et 2015 destinés à renforcer certains secteurs prioritaires tels le renforcement des institutions, le développement régional et des ressources humaines, la coopération transfrontalière et le développement rural.

Le traité sur l'Union européenne pose une double condition pour qu'un pays obtienne le statut de candidat : être européen et respecter les valeurs de l'Union. Elle a donc souscrit à un certain nombre d'engagements et de conditionnalités qu'elle a rempli. Il s'agit en particulier de critères politiques, à savoir l'existence d'institutions stables garantissant la démocratie, la primauté du droit et respect des droits de l'Homme et des minorités ainsi que leur protection.

Enfin, le gouvernement croate a déclaré qu'il avait pour objectif de faire entrer le pays aussi dans l'espace Schengen vers la fin 2015.

L'élargissement reste ouvert ; aujourd'hui, cinq pays ont le statut de candidats. Il s'agit de l'Islande, la Macédoine, le Monténégro, la Serbie et la Turquie.



Vue de Spilva



Ministère des Affaires étrangères et européennes - Zagreb



Place Ban Jelačić - Zagreb

Rapport de la Commission européenne sur les priorités du développement pour l'après-2015

Le Commissaire européen chargé du Développement, Andris Piebalgs, a salué la publication du nouveau Rapport européen sur le Développement (RED), qui examine comment les efforts des pays les plus pauvres en matière de développement peuvent être soutenus le plus efficacement par une action mondiale.

Le RED 2013, intitulé « Après-2015 : une action mondiale pour un avenir inclusif et Durable », suit d'un peu plus d'un mois la publication de la proposition de l'UE pour un nouveau cadre de développement après l'achèvement des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) en 2015 (expliquée dans le document de politique « Une vie décente pour tous : éradiquer la pauvreté et offrir au monde un avenir durable »). Ce rapport indépendant fait valoir qu'il est également essentiel qu'ils puissent compter sur un environnement international propice à la poursuite de leurs priorités en la matière. Le rapport plaide ainsi en faveur d'une action collective internationale énergique et identifie des potentiels moteurs clés d'un partenariat mondial.

Dans son intervention à l'occasion de l'évènement de lancement, le Commissaire, M. Piebalgs, a déclaré : « Je me réjouis de constater que le nouveau RED, qui apporte à point nommé une contribution très pertinente, rejoint et complète à de nombreux égards le travail de la Commission. Le rapport de cette année, avec son analyse approfondie et ses messages ambitieux, contribuera à stimuler le débat sur le programme de développement pour l'après-2015, tant au niveau de l'UE qu'à l'échelle mondiale. »

Le rapport soutient que le programme pour l'après-2015 devrait s'appuyer sur les OMD, mais s'efforcer de réaliser la vision plus large de la Déclaration du Millénaire, et de promouvoir un développement inclusif et durable. Dans cette perspective, l'éradication de la pauvreté demeure un objectif central, mais pour y parvenir définitivement, il faudra mettre en place des stratégies qui l'attaquent à la racine, et de manière inclusive et durable. La réalisation de cette vision suppose d'aller « Au-delà des OMD » et « Au-delà de l'aide ». Les quatre conclusions essentielles de l'analyse sont les suivantes :

- Il est crucial de mettre en place un programme de transformation afin de promouvoir des transformations économiques et sociales structurelles qui mettent l'accent sur la création d'emplois, la lutte contre les inégalités et la recherche de solutions durables.
- L'appropriation nationale est un facteur déterminant : le nouveau cadre devrait prêter plus d'attention à la façon dont les objectifs mondiaux s'accordent avec les besoins et les priorités des politiques nationales.

- Renforcement de l'action collective mondiale. La nécessité d'une action collective internationale de plus grande envergure, qui passe par le déploiement de politiques publiques à l'échelle mondiale, se fait sentir de façon urgente. Les pays les plus riches devraient accroître leur soutien dans des domaines importants pour le développement, en renforçant la cohérence des politiques pour le développement et en augmentant à la fois le niveau et l'efficacité de leur aide.
- Un nouveau cadre devrait se rapporter autant aux instruments qu'aux objectifs : il faut faire ressortir clairement les instruments à employer et les cibles à atteindre.

Informations générales

L'initiative du RED est soutenue par la Commission européenne et par sept Etats membres de l'UE (Allemagne, Espagne, Finlande, France, Luxembourg, Royaume-Uni et Suède). Le RED est un rapport indépendant, qui ne reflète pas la position officielle de l'UE ou de ses Etats membres. Le RED 2013 a été préparé par un consortium de trois instituts de recherche : l'Overseas Development Institute (ODI), l'Institut allemand pour le Développement (Deutsches Institut für Entwicklungspolitik- DIE) et le Centre européen de gestion des politiques de développement (ECDPM). L'analyse est enrichie par quatre études de cas réalisées par des instituts de recherche locaux en Côte d'Ivoire (CIRES), au Népal (SAWTEE et Social Science Baha), au Pérou (IEP et Rimisp) et au Rwanda (IPAR).

Liens utiles

Le RED 2013 et tous les documents connexes peuvent être téléchargés gratuitement à l'adresse :

<http://www.erd-report.eu>

Communication : « Une vie décente pour tous : éradiquer la pauvreté et offrir au monde un avenir durable » :
http://europa.eu/rapid/press-release_MEMO-13143_en.htm

Site web du Commissaire européen chargé du Développement Andris Piebalgs :

http://ec.europa.eu/commission_20102014-piebalgs/index_fr.htm

Site web de la DG Développement et Coopération – EuropeAid :
http://ec.europa.eu/europeaid/index_fr.htm

Aide aux Palestiniens

L'UE octroie 20 millions d'euros pour les salaires et les retraites

L'Union européenne a apporté une contribution d'environ 20 millions d'euros pour aider à payer les salaires et les retraites du mois d'avril de près de 76 000 fonctionnaires et retraités palestiniens de Cisjordanie et de la Bande de Gaza.

« L'Union européenne continue de soutenir l'Autorité palestinienne, mois après mois, pour répondre aux besoins fondamentaux de la population palestinienne. Notre contribution au paiement des salaires et des pensions est l'un des moyens les plus concrets d'assurer la fourniture de services publics », a déclaré John Gatt-Rutter, le représentant de l'UE pour la Cisjordanie et la Bande de Gaza. « Le soutien financier direct de l'UE à l'Autorité palestinienne n'est pas seulement un versement de fonds. Combinés à nos programmes de développement des institutions, nos efforts visent à mettre en place de véritables réformes sur le terrain », a ajouté le représentant de l'UE.

La majorité de l'aide de l'UE à l'Autorité palestinienne est acheminée par PEGASE, le mécanisme de financement lancé en 2008 pour soutenir le Plan de réformes et de développement (2008-2010)

et le Plan national palestinien de l'AP qui lui succède (2011-2013). Les fonds européens aident l'Autorité palestinienne à honorer une part importante de ses frais de fonctionne-

ment mais ils soutiennent aussi d'importants programmes de réformes et de développement dans les principaux ministères pour aider à préparer l'AP à devenir un Etat, conformément au plan proposé en août 2009 par le Premier ministre, Salam Fayyad. ●



L'UE et la crise syrienne

La Commission européenne a octroyé, le 12 mai dernier, une aide supplémentaire de 65 millions d'euros pour faire face à la détérioration rapide de la crise humanitaire provoquée par le conflit en Syrie.

Ce renforcement financier aux organismes d'aide est destiné à affronter la gravité de la situation humanitaire suite à l'intensification des combats. Il intervient trois mois à peine après avoir promis une aide de 100 millions d'euros lors de la conférence des donateurs qui a eu lieu au Koweït. Les fonds supplémentaires seront utilisés en Syrie pour aider plus de 4 millions de personnes qui ont été contraintes de fuir leur foyer. Ils serviront, également, à fournir des soins de santé d'urgence ainsi que des abris, des denrées alimentaires, de l'eau, des équipements sanitaires et des articles ménagers de première nécessité. Ils seront remis aux organismes humanitaires agissant sur le terrain dont les agences des Nations unies, la Croix-Rouge et le Croissant-Rouge ainsi que plusieurs ONG internationales.

La Commission européenne avait déjà mobilisé 200 millions d'euros pour apporter une aide humanitaire en Syrie et dans les pays voisins. Actuellement, 49% de ces fonds sont utilisés sur le territoire syrien, le reste étant réparti entre la Jordanie, le Liban, la Turquie et l'Irak.

Un montant supplémentaire de 193 millions d'euros a également

été débloqué au titre d'autres instruments de l'UE pour faire face à la crise syrienne (dans des domaines tels que l'éducation ou encore l'aide aux communautés d'accueil et aux populations locales).

Au plan politique, M^{me} Catherine Ashton, Haute Représentante pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité, a fait plusieurs déclarations sur l'évolution de la situation en Syrie et a notamment condamné les exactions commises par le régime de Bachar Al Assad. Elle a déclaré être « extrêmement préoccupée par le nombre croissant d'attentats, d'enlèvements et d'autres actes de violence qui se produisent en Syrie ». Elle répète que « le seul moyen de mettre fin aux violences est l'instauration d'un dialogue politique entre les différentes parties en présence ». M^{me} Ashton a ainsi apporté son soutien à l'appel commun lancé à Moscou par le Secrétaire d'Etat américain, John Kerry, et le ministre des Affaires étrangères russe, Sergei Lavrov, pour l'organisation d'une conférence internationale de paix en Syrie. ●

Soutien à la reconstruction du Mali

La Conférence internationale des donateurs de Bruxelles mobilise 3,25 milliards de dollars

Le 15 mai dernier, s'est tenue à Bruxelles la Conférence internationale des donateurs « Ensemble pour le renouveau du Mali ».

Elle a réuni 108 délégations regroupant 13 chefs d'Etat et de gouvernement, des ministres des Affaires étrangères, des représentants d'institutions régionales et internationales ainsi que de la société civile. Son objectif est de fédérer et de coordonner l'appui au Mali pendant la phase de transition 2013-2014 afin de l'engager dans la voie d'un développement équilibré et durable afin de l'aider à sortir de la crise politique, économique et sécuritaire dans laquelle il est plongé depuis plus de deux ans.

La rencontre a été convoquée à l'initiative de la France, de l'Union européenne et du Mali. Elle a pu mobiliser, sous forme d'engagements financiers et promesses de dons, la somme de 3,25 milliards de dollars. Cet argent devrait servir à aider, en partie, au financement du Plan pour la Relance Durable du Mali 2013-2014 (PRED) présenté par le gouvernement malien. Ce plan comporte 12 grandes priorités, il s'agit notamment de rétablir la paix et la sécurité, de relancer l'économie, de répondre aux urgences humanitaires et aux conséquences directes de la crise et d'organiser des élections présidentielles durant l'été prochain.

Débloqué pour une durée de deux ans, l'argent devrait notamment servir à financer des programmes d'éducation, de santé, des infrastructures et des projets de lutte contre la corruption. Une partie de la population malienne souffre de problèmes d'approvisionnement en nourriture.

Par ailleurs, les combats au nord du pays ont entraîné le déplacement d'environ 467 000 personnes, soit le tiers des habitants de cette région.

Une grande partie de cette somme est fournie par l'Union européenne et ses Etats membres avec 1,350 milliard d'euros, dont 523,9 millions pour la Commission européenne – y compris 12 millions d'euros d'aide humanitaire pour répondre aux besoins les plus urgents, portant ainsi à 127 millions d'euros le total de son aide humanitaire au Mali depuis début 2012.

Représentant l'UE à cette rencontre, le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, a souligné qu'il est « décisif que le développement économique et social du Mali et la consolidation d'un Etat stable, appuyé sur des fondations démocratiques solides, aille de pair avec les efforts pour stabiliser le pays. Ce jour marque une étape cruciale dans ce sens, pour le renouveau social, économique et démocratique du Mali ».

Les conclusions de la Conférence ont relevé que la crise que traverse le Mali n'est pas conjoncturelle, ni uniquement liée à des facteurs extérieurs ; elle a révélé la fragilité des institutions du pays et a mis au jour les problèmes de gouvernance dont souffre le pays, en particulier la corruption, qui a contribué à une perte de crédibilité des institutions de l'Etat aux yeux des



citoyens. Elle a également mis en évidence la nécessité d'un débat public inter-malien sur les grands enjeux touchant le domaine politique et celui du développement économique et social du pays.

Les autorités maliennes et la communauté internationale conviennent d'assurer un suivi de haut niveau de la conférence de Bruxelles par des réunions des représentants des capitales et des sièges, organisées alternativement à Bamako et à l'extérieur du Mali et prévoyant une implication des acteurs non gouvernementaux. Les coprésidences prendront très prochainement des initiatives en la matière. ●

Déclaration sur les développements au nord du Mali de M^{me} Ashton, Haute Représentante de l'UE

«La Haute Représentante s'inquiète des développements militaires qui ont eu lieu dans la localité d'Anefis, au nord du Mali. Elle appelle tous les porteurs d'armes à la retenue afin de ne pas compromettre le dialogue prometteur entre le gouvernement du Mali et les représentants des groupes armés non terroristes et non criminels qui ont reconnu l'unité et l'intégrité territoriale du Mali.

Elle souligne que seul le dialogue peut créer les conditions d'une paix durable au Mali.

Dans ce contexte, l'UE appelle à une conclusion rapide des discussions de Ouagadougou et réitère sa détermination à soutenir le rétablissement de l'administration de l'Etat sur l'ensemble du

territoire malien ainsi que l'organisation prochaine d'élections, y compris dans la région de Kidal ainsi que dans les camps de réfugiés.

Par ailleurs, la Haute Représentante a pris note avec la plus grande inquiétude des allégations de violences à l'encontre des populations civiles, y compris des violences à caractère racial.

Toutes ces allégations devront faire l'objet des enquêtes et des suites appropriées. Dans ce contexte, l'UE apporte son soutien au déploiement d'observateurs civils des droits de l'Homme et encourage leur déploiement sans délai au nord du Mali, y compris dans la région de Kidal.»



Michel Reveyrand de Menthon

Représentant spécial de l'Union européenne pour le Sahel



M^{me} Ashton, Haute Représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, a nommé, début avril, Michel Reveyrand de Menthon Représentant spécial de l'Union européenne pour le Sahel.

Reveyrand de Menthon dirigera l'action menée par l'UE pour contribuer aux efforts régionaux et internationaux en faveur d'une paix, d'une sécurité et d'un développement durables au Sahel. Il coordonnera également l'approche globale de l'UE à l'égard de la crise qui sévit dans cette région, en se

fondant sur la stratégie de l'UE pour la sécurité et le développement dans la région du Sahel.

L'ambassadeur Reveyrand de Menthon est un diplomate français expérimenté dont une partie importante de la carrière a été consacrée aux questions diplomatiques et de coopération avec et en Afrique. Il a récemment servi comme ambassadeur au Tchad et auparavant au Mali.

Programme Média voisinage

Formation des journalistes algériens

Dans le cadre du Programme Régional de communication IE-VP-régional 2011-2013, l'Union européenne finance le projet « Media-Voisinage » de formation des journalistes et de mise en réseau de journalistes de 17 pays partenaires de l'Union européenne à savoir : l'Algérie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Belarus, l'Egypte, la Géorgie, Israël, la Jordanie, le Liban, la Libye, la Moldavie, le Maroc, la Palestine, la Fédération de Russie, la Syrie, la Tunisie et l'Ukraine.

Doté d'un budget de 4,5 M €, ce projet, mis en œuvre par un consortium mené par BBC Media Action, vise à renforcer les capacités des journalistes dans les dix-sept pays partenaires à assurer une couverture plus adaptée et appropriée des dossiers européens, les relations entre l'Union européenne et les pays

partenaires et pour mettre en exergue les résultats concrets des projets de coopération dans les pays du Voisinage européen. Au terme du projet, plus d'un millier de journalistes auront participé à ce programme à travers la région du sud de la Méditerranée et les pays du Partenariat oriental.

Trois ateliers de formation ont été organisés à Alger. La première formation qui s'adresse aux responsables des médias et des rédacteurs en chef sur les questions professionnelles et financières, s'est tenue du 9 au 13 juin 2013.

Le deuxième atelier est consacré à l'éthique journalistique multi-Platform du 16 au 20 juin 2013. Enfin, le troisième atelier qui a porté sur des questions liées aux affaires européennes a été organisée du 24 au 26 juin.

Remise des prix du concours d'écriture

«L'Union européenne peut-elle être considérée comme référence pour l'intégration au Maghreb ?»

C'est à l'occasion de la célébration de la Journée de l'Europe, le 9 mai, que les prix aux lauréats de notre concours d'écriture en direction des jeunes étudiants algériens de moins de 25 ans ont été remis. Sous le titre « L'Union européenne peut-elle être considérée comme référence pour l'intégration au Maghreb ? » Il s'agissait de lancer un débat sur le processus d'intégration régionale dans les pays du Maghreb en s'appuyant sur l'exemple concret de l'Union européenne.

Nous avons reçu plus d'une soixantaine de réponses provenant de plusieurs universités du pays. Notre jury a eu beaucoup de difficultés à faire son choix. Certaines contributions étaient riches et bien documentées.

Les lauréats étaient au nombre de neuf :

Premier prix :

Zergoun Med Ben Salah

Deuxième prix :

- Benflis Rafik et Bacha Soumeia

Troisième prix :

- Mamache Hassen, Ababsa Rachida Chahida et Maache Tarek Islam

Des prix d'encouragement ont été remis aux participants à :

- Zemmour Badredine
- Benabdellah Latifa et Amani Ismaïl



Zergoun Mohamed Ben Salah reçoit son prix de M. Moussa Bouhamadi, ministre de la Poste et des TIC, et SEM Marek Skolil, Ambassadeur/ chef de la Délégation de l'UE en Algérie.



SEM Marek Skolil, Ambassadeur/ chef de la Délégation de l'UE en Algérie, en compagnie des lauréats du concours.

14^e Festival culturel européen en Algérie

Un franc succès

Quelques goûtes de pluie et des rayons de soleil bien chauds, le printemps algérois a été, cette année encore, une fête aux couleurs de la culture européenne.

La 14^e édition du Festival culturel européen s'est déroulée du 10 au 30 mai dernier à Alger (Auditorium de la Radio algérienne et la salle Ibn Khaldoun), Annaba et Oran. Organisé avec le concours des ambassades et services culturels des Etats membres de l'UE à Alger, de la Radio algérienne et l'Etablissement Arts et Cultures de la wilaya d'Alger, ce rendez-vous culturel a été une occasion pour partager un programme artistique riche en couleurs et en sonorités. A l'Auditorium de la Radio comme à la salle Ibn Khaldoun, la fête a battu son plein sous les applaudissements toujours plus chaleureux d'un public fidèle.

Délégation de l'UE... et ça jazz

Nicola Conté Combo, un jazz de haute facture. C'est la formation Nicola Conte qui a donné le ton de ce 14^e Festival, le 10 mai, par une remarquable prestation nu-jazz, très stylée aux sonorités bossa nova.



Portugal : un fado entraînant

Loin de toute mélancolie et complainte, le jeune Gustavo a su nous faire découvrir une autre façon de chanter le fado. Plus joyeux et plus festif.



Pologne : une passerelle musicale très traditionnelle

Lorsqu'une experte de musique ethnique polonaise, Maria Pomianowska, rencontre des passionnés de gnawi, Djmawi Africa, la complicité est au rendez-vous. L'espace d'un concert, les sonorités originales des anciens instruments caressés par Maria et ses compères ont naturellement adopté celles du gembri et karkabou des Djmawi, au bonheur d'un public très nombreux.



Pays-Bas : un jazz hétéroclite

Le Festival a été une occasion pour une autre rencontre musicale, celle du trio hollandais Rembrandt Frerichs et du virtuose algérien Mohamed Rouane. Le résultat, un savoureux moment de jazz durant lequel le public a voyagé entre l'universel et le jazz casbah de Rouane.



France : la trompette dans tous ses états

Flavio Boltro respire la trompette et ce n'est pas pour rien qu'on lui attribue la réputation du trompettiste le plus doué de sa génération. A Alger, il a eu l'occasion de le prouver sous la coupole de la salle Ibn Khaldoun qui a résonné sous les applaudissements.

ments de mélomanes venus s'enivrer de la prestation d'un musicien d'exception. La France était également présente au Festival à travers un concert-spectacle musique du monde puisé dans la pure tradition gnawa animé la jeune Souad Asla.



Finlande : une musique très imagée

Il aurait suffi de fermer les yeux pour quitter le doux climat méditerranéen de l'Algérie pour la lointaine terre de Finlande. La musique de Milla Viljamaa résume à elle seule tout l'univers culturel du pays aux Mille Lacs. L'orgue à pompes aidant, c'est toute la tradition finlandaise qui se destine et bien plus.



Roumanie : Les bourgeons d'Arges, la fraîcheur du printemps

Le folklore roumain était à l'honneur à Alger à la faveur du concert concocté par l'ambassade de Roumanie mettant en vedette de jeunes talents prometteurs. Simplement beaux dans leurs tenues traditionnelles, Mihaela Pitigoi, Catalin Iancu, Dragos Dinescu, accompagnés de leur professeur Valentin Gri-goresco, ont charmé le public algérois par la beauté des notes exécutées sur des instruments anciens comme l'ocarina, la flute, le sifflet ou le cymbalum.



Grande-Bretagne : éducatif le théâtre britannique

C'est un cours de langue loin de toute complication shakespearienne que la troupe English Theatre Compagny a offert aux amateurs du 4e art de la salle Ibn Khaldoun. Un décor pas très encombrant, des comédiens débordant d'énergie et des dialogues simplifiés pour se faire comprendre du public et une dose d'humour. Le théâtre britannique à Alger, c'est un moment de complicité décliné dans sa plus simple version pour approcher le public algérois qui a vécu un moment de complicité avec les comédiens.



Suède : Nils Berg, des images qui « jazzent »

Nils Berg est jazzman, Monsieur jazz en Suède en 2007. Il a l'art et la musique. Entre les notes et l'image, le jazz cinémascope transcende le conventionnel. C'est une rencontre virtuelle entre des musiciens suédois, un chanteur du Brunei, un joueur de marimba ghanéen ou un voisin de Stockholm. Un montage subtil d'images et de musique.

République tchèque : Gipsy.cz, entre le rap et la tradition

Le déluge qui s'est abattu sur Alger en ce 21 mai n'avait d'égaux que le dynamisme et l'énergie débordants de Radoslaw Banga et ses compères qui ont enflammé la scène de l'auditorium de la radio.



Espagne

Lorsque la voix d'une chanteuse talentueuse comme Silvia Cruz rencontre des virtuoses comme le trio Javier Colina, le jazz a un autre goût. Les berceuses traditionnelles se transforment en une belle balade très jazz.



Allemagne : Lydia Daher chante comme elle respire

Elle a la pop dans le sang. Et lorsqu'elle rencontre les jeunes du groupe Tatafoul et les sonorités gnawi, la poésie allemande se fait plus festive.



Belgique : c'est de masque qu'il s'agit pour Monique Lenoble

Le masque dans tous ses états, celui que vous et moi portons pour les grandes et petites occasions. Le masque de la vie.

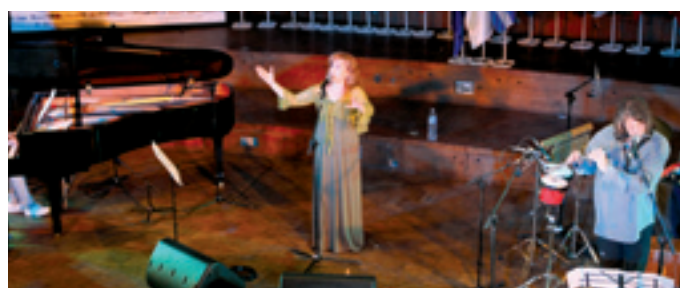
Hongrie : entre la chanson traditionnelle hongroise

Le blues et le rock n'roll, il n'y a qu'un fil. Frenczi Gyorgy & Racka-



jam l'a prouvé, emportant lors de son passage à Alger les amateurs de ce mélange dans une tornade bien rythmée.

Grèce : Elli Paspala, une vraie sirène de la mythologie grecque



De sa voix profonde, elle a ensorcelé le public nombreux venu s'enivrer de ses chants... divins.



Italie : une éternelle jeunesse

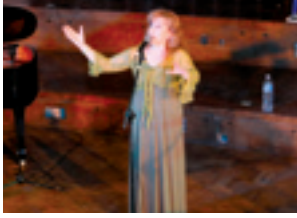
Il est des choses qui ne prennent pas une ride, et la Traviata en fait partie. Une magnifique pièce musicale mais aussi une belle fresque scénique très contemporaine.

Autriche : Beyond Words

A Oran comme à Annaba, le public a eu l'occasion de partager un beau voyage musical au rythme d'une clarinette basse, du piano et de la batterie. Entouré de Michael Tiefenbacher et Christian Eberle, Ulrich Drechsler distille une musique pure et authentique dépassant la force de tous les mots.

Le Festival, c'est tout ce plaisir artistique et bien plus. A l'année prochaine.





اليونان: «إيلي باسبالا»، عروس حسناء من الأساطير اليونانية

سحرت الجمهور الغفير بصوتها
الشجي والعميق.

المجر: تعانق بين الأغنية التقليدية والروك أند رول

وقد أثبت «فرانزي غيورغي» و«راكاجام» ذلك. حيث طربا الجمهور خلال
حفلهما بالجزائر بهذا المزيج الإيقاعي.



بلجيكا: قناع «مونيك لونوبل»

قناع في صور مختلفة. ذلك الذي يرتديه المرء
في المناسبات الكبيرة والصغيرة. الأمر يتعلق
بقناع الحياة.

إيطاليا: شباب على الدوام

ثمة أشياء لا يصيبها التآكل. ومنها
«تريفياتا» وهو عبارة عن عرض موسيقي
وكذا جدارية جميلة وعصرية.



ألمانيا: «بيوند ووردس»

حظي الجمهور في عناية ووهران بسفر
عبر موسيقى على إيقاع البيانو
و«الطبل». وقد أبدع «مايكل تيفانباهر»
و«كريستيان إبارل» و«إيرليش دريشلر» في
نسج موسيقى خالصة وأصيلة تعجز
الكلمات عن التعبير عن جمالها.

المهرجان. هو مجمل هذه المتعة الفنية وأكثر من ذلك. نلتقي في العام
القادمة. ●

جمهورية التشيك: بين الراب والتقليد

ألهم «رادسلاف بانغا» وزملائه يوم 21 ماي قاعة الحفلات للإذاعة الوطنية
بديناميكية وطاقمة قل نظيرهما.



إسبانيا

حينما يلتقي صوت مثل ذلك الذي تتمتع به الفنانة سيلفيا كروز.
مواهب مثل الثلاثي «خافيير كولينا». فإن موسيقى «الجاز» تصبح ذات
مذاق من نوع آخر. وتتحول روائع الموسيقى الكلاسيكية إلى نزهة بريتم
«الجاز».



ألمانيا: المطربة الألمانية «ليديا داهر» مرادفا للحياة

فهي تتنفس الغناء و«البوب» يسري في عروقها. وهي لقاءها أعضاء فرقة
«تانا فول» وموسيقى «القناوة» هو بمثابة إحتفال للشعر الألماني.





بريطانيا العظمى: مسرح بريطاني تربوي

أهدت الفرقة المسرحية الإنجليزية هواة الفن الرابع بقاعة ابن خلدون بالعاصمة درسا في اللغة اتسم بالبساطة والبعد عن لغة شكسبير المعقدة. ففي ديكور غير مل، قدم مسرحيون مفعمون بالحياة والنشاط وبحوارات مبسطة في تناول الجمهور جرعة فكاهة. وقد أتاح تواجد المسرح البريطاني بالجزائر لحظات من التناغم والانسجام في أبسط صوره. والهادف إلى التقرب الجمهور العاصمي الذي عاش لحظات كلها انسجام مع المسرحيين البريطانيين.



السويد: "نيلس برغ"، صور وإبداع

"نيلس برغ" مبدع في موسيقى "الجاز"، سبق له أن حاز لقب "سيد الجاز" سنة 2007. يجتمع في شخصه الفن و الموسيقى، يمزج بين النوتة والصورة فيبدع في جاز "السينما سكوب" التي تتجاوز الأنماط التقليدية للفن الموسيقي المذكور. وكانت المناسبة فرصة للقاء إفتراضي جمع بين موسيقيين سويديين ومطرب من بروناي، وعازف على آلة "المرمبا" من غانا أو آخر جار من ستوكهولم، في مزج فني بين الصور والموسيقى ينم عن حسن في مرهف.



فرنسا: آلة "البوق" تصنع الفرجة



"فلافيو بولترو" متعلق بآلة "البوق" أيم تعلقا، حتى استحق لقب عازف البوق الأكثر موهبة بين أبناء جيله. وجد الفرصة مواتية في الجزائر ليثبت ذلك، حيث دوت قاعة ابن خلدون بالتصفيق الحار للجمهور من المعجبين الذين حضروا للاستمتاع بأداء الموسيقي الفرنسي الاستثنائي. - فرنسا كانت حاضرة أيضا في المهرجان من خلال عرض موسيقي من العالم، مزوج بموسيقى تقليدية خالصة للقناوة نشطتها الفنانة سعاد عسلة.

فنلندا: موسيقى بألوان مختلفة

كان يكفي أن يغمض المرء عينيه ليغادر المناخ المتوسطي للجزائريين سافر في رحلة إلى فنلندا، حيث يلخص الأداء الموسيقي الذي قدمه "ميلا فيجاما" لوحده الفضاء الثقافي بلد الألف بحيرة. آلة الأورغ المجهزة بمضخات تجسد التقاليد الفنلدية.



رومانيا: فرقة "براعم عذوبة الربيع"

الفلكلور الروماني كان حاضرا بالجزائر من خلال حفل، أعد من قبل سفارة رومانيا و فسخ المجال لبروز مواهب شابة واعدة، زادتهم أزياءهم التقليدية وسامة. حيث أبهر كل من "ماهिला بيتيقوا" و"كاتالان إيانكو" و"دراقوس دينيسكو" وأستاذهم "فالتين غريغوريسكو" الجمهور العاصمي بجمال النوتات التي أدوها باستخدام آلات تقليدية على غرار آلة "الأوكارينا" والناي و"الصافرة" وآلة السيمبالوم.

المهرجان الثقافي الأوروبي الرابع عشر بالجزائر نجاح مميز

ربيع الجزائر العاصمة الذي طبعته هذه السنة زخات من المطر وأشعة شمس حارقة، كان مرة أخرى حفلا بألوان الثقافة الأوروبية.



احتضنت الجزائر العاصمة (قاعة الحفلات للإذاعة الوطنية وقاعة ابن خلدون) وكذا عنابة ووهران في الفترة من 10 إلى 30 ماي الفارط، فعاليات المهرجان الثقافي الأوروبي الرابع عشر بالجزائر، الذي نظم بمساهمة سفارات والمصالح الثقافية للدول أعضاء الإتحاد الأوروبي بالجزائر والإذاعة الجزائرية ومؤسسة فنون وثقافة لولاية الجزائر. وكان هذا الموعد الثقافي فرصة للإشتراك في برنامج ثري بالألوان والأصوات، حيث عاش الجمهور الوفي الذي غصت به قاعة الحفلات للإذاعة وقاعة ابن خلدون، أجواء احتفالية حيث صفق مطولا وبحرارة على العروض المقدمة.

بولونيا: جسر موسيقي جد تقليدي

حينما تلتقي ماريا بوميانوسكا، خبيرة الموسيقى البولونية الأصلية أعضاء فرقة "القناوي" و"جماي أفريكا"، يكون الإنسجام والتناغم سيد الموقف. في حفل متميز، انسجمت الأصوات الأصلية المنبعثة من الآلات التقليدية التي داعبتها أنامل ماريا وزملائها تلك الصادرة عن آلات القميري والقرقابو التي أبدعت فرقة "جماي" في نسجها، والتي استحسنتها الجمهور الغفير الذي حضر الحفل.



هولندا: موسيقى "جاز" متنوعة

كان المهرجان مناسبة للقاء موسيقي آخر، يتعلق بالثلاثي الهولندي "رامبراند فريش" والفنان الجزائري المبدع محمد روان، نتج عنه موسيقى "جاز" غاية في الروعة، مكنت الجمهور من السفر بين "الجاز" العالمي و"جاز" القصبة التي أبدع روان في أدائها.

مفوضية الإتحاد الأوروبي

نيكولا كونتي كومبو، استمتعنا بموسيقى "جاز" من الطراز العالي. تشكيلة نيكولا كونتي هي من استهلكت هذا المهرجان الرابع عشر يوم 10 ماي، بأدائها المتميز من نوع "نيو جاز"، بطريقة جد أنيقة على وقع أصوات "بوصا نوبا".



البرتغال: أغنية رومانسية جذابة

بعيدا عن الأجواء المثيرة للحزن، أتاح لنا الشاب غوستافو اكتشاف طريقة أخرى للطابع الغنائي المعروف في البرتغال بـ "فادو"، مما أضفى على الأجواء أكثر بهجة واحتفالية.

برنامج "إعلام الجوار" تكوين الصحفيين الجزائريين

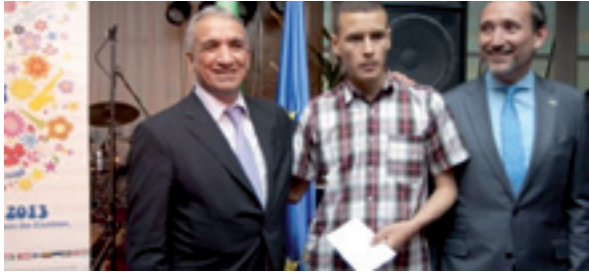
لمشاريع التعاون في دول الجوار الأوروبي. في نهاية المشروع، ستسجل مشاركة أكثر من ألف صحفي في هذا البرنامج عبر منطقة جنوب المتوسط ودول الشراكة الشرقية.

نظمت ثلاث ورشات تكوين في الجزائر. التكوين الأول الذي يعني مديري وسائل الإعلام ورؤساء التحرير حول المسائل المهنية والمالية، نظم في الفترة الممتدة من 9 إلى 11 جوان 2013. فيها خصصت الورشة الثانية لأخلاقيات مهنة الصحافة من 16 إلى 20 جوان 2013. وأقيمت الورشة الثالثة التي تناولت المسائل المتعلقة بالشؤون الأوروبية في الفترة من 24 إلى 26 جوان. •

في إطار البرنامج الإقليمي للاتصالات IEVP الإقليمي 2011 - 2013، يشرف الاتحاد الأوروبي على تمويل مشروع "إعلام والجوار" لتكوين الصحفيين وتأهيل صحفيين من 17 بلد شريك للاتحاد الأوروبي وهي: الجزائر، أرمينيا، أذربيجان، روسيا البيضاء، مصر، جورجيا، إسرائيل، الأردن، لبنان، ليبيا، مولدافيا، المغرب، فلسطين، روسيا، سوريا، تونس وأوكرانيا.

هذا المشروع الذي رصدت له ميزانية تقدر قيمتها 4.5 مليون أورو، الذي يتولى تنفيذه مجموعة من المؤسسات تقودها "بي بي سي للعمل الإعلامي"، يهدف إلى تعزيز قدرات الصحفيين في الدول السبعة عشر الشريكة، لضمان التغطية الكافية والدقيقة للقضايا الأوروبية، والعلاقات بين الاتحاد الأوروبي والبلدان الشريكة وإبراز النتائج الملموسة

تسليم جوائز لمسابقة حول موضوع "هل يمكن اعتبار الاتحاد الأوروبي مرجعية للإدماج المغاربي؟"



زرّقون محمد بن صالح يتسلم جائزته من السيد موسى بن حمادي، وزير البريد و تكنولوجيايات الإعلام و الإتصال، وسعادة السفير السيد ماريك سكوليل، رئيس بعثة المفوضية الأوروبية بالجزائر



سعادة السفير السيد ماريك سكوليل رئيس بعثة المفوضية الأوروبية بالجزائر والسيد بيار فيمون مع الفائزين بالمسابقة.

بالمراجع. وضمت قائمة الفائزين تسعة متسابقين:

الجائزة الأولى:

- زرّقون محمد بن صالح

الجائزة الثانية:

- بن فليس رفيق وباشا سمية

الجائزة الثالثة:

- ماش حسن، عباسية رشيدة شهيدة

ومعاش طارق إسلام

وقدمت جوائز تشجيعية للمشاركين

التالية أسماؤهم:

- زمور بدر الدين، بن عبد الله لطيفة

وعماني إسماعيل

بمناسبة الاحتفال بيوم أوروبا، الذي يصادف التاسع ماي من كل سنة، تم تسليم الجوائز للفائزين في مسابقة الكتابة المخصصة للشباب والطلبة الجزائريين الذين تقل أعمارهم عن 25 عاما. وكان موضوع المسابقة: "هل يمكن اعتبار الاتحاد الأوروبي مرجعية للإدماج المغاربي؟" وكان الغرض منها فتح نقاش حول عملية الاندماج الإقليمي في دول المغرب العربي اعتمادا على المثال الحي الذي يجسده للاتحاد الأوروبي.

تلقينا أكثر من ستين جوابا من عدة جامعات في البلد. بحيث لقيت لجنة حكيمنا صعوبة في الاختيار. وكانت بعض المساهمات قيّمة وحافلة

تصريح السيدة كاترين أشتون، المفوضة السامية للاتحاد الأوروبي، حول التنمية بشمال مالي



تنظيم انتخابات، بما في ذلك في منطقة كيدال وكذا بمخيمات اللاجئين. من جهة أخرى، سجلت المفوضة السامية بقلق عميق الادعاءات بممارسة العنف ضد السكان المدنيين، بما فيها تلك التي تحمل طابعا عنصريا، ينبغي أن تكون هذه الادعاءات محل تحقيقات ومتابعات مناسبة. في هذا السياق، يقدم الاتحاد الأوروبي دعمه لنشر مراقبين مدنيين لحقوق الانسان وتشجع نشرهم فورا في شمال مالي، بما في ذلك في منطقة كيدال.

”تعتبر الممثلة السامية عن قلقها إزاء التطورات العسكرية التي حدثت في منطقة أنيفيس في مالي. وتدعو كل المسلحين إلى ضبط النفس حتى لا يتعرض الحوار الواعد بين الحكومة المالية ومثلي المجموعات المسلحة غير الإرهابية للضرر وغير الإجرامية، التي اعترفت بوحدة وسلامة الأراضي المالية. وتعتبر أن وحده الحوار كفيل بخلق شروط سلام دائم في مالي. في هذا السياق، يدعو الاتحاد الأوروبي إنهاء سريع لنقاشات واغادوغو وتجدد عزمها على دعم استعادة الدولة إدارتها لمجمل الأراضي المالية وكذا

ميشال دومينيك ريفيراند دي مونتان، الممثل الخاص للاتحاد الأوروبي في الساحل



أيضا المقاربة الشاملة للاتحاد الأوروبي إزاء الأزمة في المنطقة، من خلال التركيز على إستراتيجية الاتحاد الأوروبي للأمن والتنمية في منطقة الساحل. السفير ريفيراند دي مونتان دبلوماسي فرنسي متمرس، كرس جزءا هاما من مسيرته المهنية للمسائل الدبلوماسية والتعامل في إفريقيا ومعها. شغل مؤخرا منصب سفير في تشاد وقبلها في مالي.

نصبت السيدة أشتون، مفوضة الاتحاد الأوروبي للشؤون الخارجية والسياسة الأمنية، بداية أبريل ميشال ريفيراند دي مونتان ممثلا خاصا للاتحاد الأوروبي في الساحل. سيبدر ريفيراند دي مونتان العمل المقدم من قبل الاتحاد الأوروبي للمساهمة في الجهود الإقليمية والدولية لصالح السلم والأمن وتنمية مستدامة في الساحل. كما ينسق

دعم إعادة إعمار مالي

تحصيل 3.25 مليار دولار من قبل الندوة الدولية للدول المانحة في بروكسل

انعقدت بروكسل يوم 15 ماي الفارط، الندوة الدولية للدول المانحة تحت شعار "معا لأجل التجديد في مالي".



قدم الاتحاد الأوروبي والدول الأعضاء الجزء الأكبر من هذه الأموال بـ 1.350 مليار أورو، منها 523.9 مليون أورو بالنسبة للمفوضية الأوروبية، بما في ذلك 12 مليون أورو من المساعدات الإنسانية لتلبية حاجيات الأكثر استعجالا، ليرتفع بذلك مجموع مساعداتها الإنسانية في مالي، منذ بداية 2012، إلى 127 مليون أورو.



أشار ممثل الاتحاد الأوروبي في هذا اللقاء، رئيس المفوضية الأوروبية خوزيه مانويل باروزو إلى أنه "من الأهمية بمكان أن تسير التنمية الاقتصادية والاجتماعية في مالي وكذا إرساء دولة مستقرة، قائمة على أسس ديمقراطية صلبة، جنبا إلى جنب مع الجهود الرامية لتحقيق الاستقرار في البلاد. يمثل هذا اليوم، خطوة حاسمة في هذا المجال، قصد التجديد الاجتماعي، الاقتصادي والديمقراطي في مالي".

الرهانات الكبرى التي تخص المجال السياسي وكذا التنمية الاقتصادية والاجتماعية للبلاد، ينبغي على السلطات المالية والمجتمع الدولي ضمان متابعة على أعلى مستوى لندوة بروكسل، من خلال اجتماعات لمثلي العواصم والمقرات تعقد بالتناوب بياماكو وخارج مالي، مع العمل على إشراك فاعلين غير حكوميين، ستتخذ الرئاسة المشتركة قريبا مبادرات في هذا المجال. ●

وأشارت الاستنتاجات التي خلصت إليها الندوة أن الأزمة التي تمر بها مالي ليست ظرفية، كما أنها ليست مرتبطة بعوامل خارجية فقط، حيث أشارت إلى هشاشة مؤسسات البلاد و كذا المشاكل ذات الصلة بالحكامة التي تعاني منها البلاد، خصوصا ما يتعلق منها بالفساد الذي ساهم في فقدان مصداقية مؤسسات الدولة في نظر المواطنين، كما سلط الضوء على ضرورة فتح نقاش عام بين الماليين، حول

حضرتها 108 بعثة، ضمت 13 رئيس دولة وحكومة و وزراء الشؤون الخارجية إلى جانب ممثلين عن مؤسسات إقليمية ودولية وكذا المجتمع المدني، هدفها حشد وتنسيق الدعم الموجه إلى مالي خلال المرحلة الانتقالية 2013 - 2014، بغرض مساعدتها على الانخراط في مسار تنمية متوازنة ومستدامة وللمساعدتها على الخروج من الأزمة السياسية، الاقتصادية والأمنية التي تعاني منها منذ أكثر من سنتين.

انعقد اللقاء بمبادرة من فرنسا، الاتحاد الأوروبي ومالي، حيث تمكنت من تحصيل مبلغ 3.25 مليار دولار، على شكل التزامات مالية ووعود، ينتظر أن تساعد هذه الأموال، جزئيا، في تمويل خطة الإنعاش المستدام مالي 2013 - 2014 (PRED) المقدمة من قبل الحكومة المالية، تتضمن الخطة 12 أولوية كبرى، يتعلق الأمر خصوصا بإحلال السلم والأمن، الانعاش الاقتصادي، الاستجابة للحالات الإنسانية الاستعجالية وللانعكاسات المباشرة للأزمة وتنظيم الانتخابات خلال الصيف المقبل.

ستستخدم الأموال التي تم رصدها لتغطي مدة سنتين لتمويل برامج تربية، الصحة، منشآت و مشاريع مكافحة الفساد، يعاني جزء من الشعب المالي من صعوبات في التزود بالغذاء، من جهة أخرى، أدت المعارك في شمال البلاد إلى نزوح نحو 467.000 شخصا، أي ثلث سكان هذه المنطقة.

مليون أورو مساعدات من الاتحاد الأوروبي لأجور ومعاشات الفلسطينيين

قدّم الاتحاد الأوروبي مساهمة بحوالي 20 مليون أورو للمساعدة على صرف رواتب ومعاشات شهر أفريل لقراءة 76 000 موظف ومتقاعد فلسطيني في الضفة الغربية وقطاع غزة.



تكاليف التسيير. كما أنها تدعم أيضا برامج مهمة للإصلاح والتنمية في أهم الوزارات لتحضير السلطة الفلسطينية لتصبح دولة. طبقا للمخطط المقترح من قبل الوزير الأول سلام فياض سنة 2009. ●

في هذا الخصوص، صرّح جون غات روتر John Gatt-Rutter، ممثل الاتحاد الأوروبي بالضفة الغربية وقطاع غزة قائلا: "يستمر الاتحاد الأوروبي في دعم السلطة الفلسطينية من شهر إلى آخر، لتلبية الاحتياجات الأساسية للسكان الفلسطينيين. تُعدّ مساهمتنا في صرف الرواتب والمعاشات أحد أكثر الوسائل العملية لضمان توفير الخدمات العمومية". ويضيف: "إن الدعم المالي المباشر الذي يقدمه الاتحاد الأوروبي لا يعد فقط صرف أموال، إذ بإشراكه ضمن برامجنا لتنمية المؤسسات، فإننا نركز جهودنا على إقامة إصلاحات حقيقية في الميدان". ترسل أغلب مساعدات الاتحاد الأوروبي الموجهة إلى السلطة الفلسطينية عبر PEGASE وهي آلية للتمويل تم إطلاقها سنة 2008 لدعم مخطط الإصلاح والتنمية (2008 - 2010) والمخطط الوطني الفلسطيني للسلطة الفلسطينية الذي يليه (2011 - 2013). تساعد الأموال التي يقدمها الاتحاد الأوروبي السلطة الفلسطينية لتشريف جزء مهم من

الاتحاد الأوروبي في مواجهة الأزمة السورية

منحت المفوضية الأوروبية بتاريخ 12 ماي الفارط مساعدة إضافية تقدر بـ 65 مليون أورو لمواجهة التدهور السريع للأزمة الإنسانية الناجم عن النزاع في سوريا. يهدف هذا التعزيز المالي لمنظمات الإغاثة إلى مواجهة خطورة الوضع الإنساني إثر اشتداد المعارك. ويأتي بعد ثلاثة أشهر من وعد بنح مساعدة تقدر بـ 100 مليون أورو. خلال ندوة الدول المانحة التي احتضنتها الكويت. ستوظف الأموال الإضافية في سوريا لمساعدة أكثر من 4 ملايين شخص الذين اضطروا للفرار من منازلهم. وستُخصص أيضا لتوفير العلاج الاستعجالي وكذا الملاجئ، المواد الغذائية، الماء، المعدات الصحية، الأدوات منزلية الأساسية. وستُمنح للمنظمات الإنسانية الناشطة في الميدان، مثل وكالات الأمم المتحدة والهلال الأحمر، إلى جانب عدة منظمات دولية غير حكومية. وكانت المفوضية الأوروبية قد جهزت فعلا 200 مليون أورو لتقديم مساعدة إنسانية في سوريا وفي الدول المجاورة. وتستعمل 49% من هذه الأموال حاليا في الأراضي السورية، فيما وزع الباقي بين الأردن ولبنان وتركيا والعراق. كما تم تخصيص 193 مليون أورو لفائدة آليات أخرى للاتحاد الأوروبي لمواجهة الأزمة السورية (في مجالات مثل التربية و مساعدة المجتمعات المستقبلية إلى جانب السكان المحليين. على الصعيد السياسي، قدمت السيدة كاترين أشتون، الممثل السامي للاتحاد للشؤون الخارجية والسياسة الأمنية عدة تصريحات حول تطور الوضع الذي تمر به سوريا ونددت على وجه الخصوص بالانتهاكات المرتكبة من قبل نظام بشار الأسد. فقد عبرت في تصريح عن "بالغ قلقها من العدد المتزايد للهجمات والاختطافات وأعمال العنف الأخرى التي تحدث في سوريا. وأكدت مرة أخرى، أن السبيل الوحيد لوضع حد لأعمال العنف يتمثل في إقامة حوار سياسي بين مختلف الأطراف". وبذلك قدمت السيدة أشتون دعمها للنداء المشترك الذي أطلقت من موسكو كاتب الدولة الأمريكي جون كيري، و وزير الشؤون الخارجية سرغي لافروف، لأجل عقد ندوة دولية للسلام في سوريا بغية التوصل إلى حل سياسي من شأنه أن يشجع الحكومة السورية والجماعات المعارضة على الشروع في مفاوضات.

المفوضية الأوروبية تشيد بالتقرير الجديد حول أولويات التنمية لما بعد 2015

أشاد المفوض الأوروبي المكلف بالتنمية أندريس بيبالمس بنشر التقرير الأوروبي حول التنمية، الذي يتناول الطريقة التي تمكّن من دعم الجهود الرامية لتنمية الدول الأكثر فقرا، بفعالية أكبر من خلال نشاط عالمي.

على نحو عاجل، ينبغي على الدول الأكثر غنى أن تضاعف دعمها في المجالات المهمة بالنسبة للتنمية، من خلال تعزيز انسجام السياسات الخاصة بالتنمية، عبر رفع مستوى عالية مساعداتها في الآن نفسه. - إطار جديد يجب أن يتصل بالأدوات و بالأهداف في نفس الوقت : يجب تحديد الأدوات المستخدمة و الأهداف المراد بلوغها بوضوح.

معلومات عامة

تدعم المفوضية الأوروبية المبادرة الواردة في التقرير الأوروبي حول التنمية، إلى جانب سبع دولة عضو في الاتحاد الأوروبي وهي (ألمانيا، إسبانيا، فنلندا، فرنسا، لوكسمبورغ، المملكة المتحدة والسويد). التقرير الأوروبي حول التنمية هو تقرير مستقل، لا يعبر عن موقف الاتحاد الأوروبي أو أعضائه.

تم إعداد التقرير الأوروبي حول التنمية بالاشتراك بين ثلاثة معاهد بحث: معهد التنمية لما وراء البحار، المعهد الألماني للتنمية والمركز الأوروبي لإدارة سياسات التنمية. كما تم إثراء التحليل بأربع دراسات حالات من قبل معاهد بحث محلية في كوت ديفوار (CIRES)، نيبال، البيرو (IEP) ورواندا (IPAR).

الروابط المفيدة

يمكن تحميل التقرير الأوروبي حول التنمية كّل الوثائق ذات الصلة مجاناً على العنوان التالي

<http://www.erd-report.eu>

مداخلة : حياة لائقة للجميع : القضاء على الفقر وضمن مستقبل للعالم دائم

http://europa.eu/rapid/press-release_MEMO-13143_-en.htm

على Andrís Piebalgs موقع المفوض الأوروبي المكلف بالتنمية شبكة الأنترنت

http://ec.europa.eu/commission_20102014-/piebalgs/index_fr.htm

على شبكة EuropeAid - موقع الإدارة العامة تنمية وتعاون الأنترنت

http://ec.europa.eu/europeaid/index_fr.htm

وقد تلى التقرير الأوروبي حول التنمية لسنة 2013، بعنوان: "ما بعد 2015 : نشاط عالمي لأجل مستقبل شامل ودائم"، بعد أكثر من شهر، نشر اقتراح الاتحاد الأوروبي لأجل إطار تنمية، بعد استكمال الأهداف الإنمائية للألفية سنة 2015 (ورد شرحها في وثيقة السياسة "حياة لائقة للجميع : القضاء على الفقر وضمن مستقبل دائم للعالم"). وأبرز هذا التقرير المستقل أنه إذا كان على الدول المعنية، أن تعطي دفعا لتنميتها، في المقام الأول، فإنه من الأهمية بمكان أن تستطيع الاعتماد على بيئة دولية ملائمة لاستمرار أولوياتها في هذا المجال. كما يرفع التقرير أيضا لصالح عمل جماعي للمجموعة الدولية للطاقة وتحديد الإمكانيات الأساسية لشراكة عالمية، في مداخلة له بمناسبة هذا الحدث، صرح المفوض الأوروبي السيد بيبالمس قائلا: "يسرني أن ألاحظ أن التقرير الأوروبي الجديد حول التنمية، الذي يقدم في الوقت المناسب، مساهمة جد هامة، تضاف وتكمل عمل المفوضية في جوانب عدة، يساهم تقرير هذه السنة، بتحليله المعمق في تنشيط النقاش حول برنامج التنمية لما بعد 2015، سواء على مستوى الاتحاد الأوروبي أو العالمي". يعتبر التقرير أن برنامج ما بعد سنة 2015 ينبغي أن يركز على الأهداف الإنمائية للألفية وكذا ترقية تنمية شاملة ودائمة، ضمن هذا المنظور، يبقى القضاء على الفقر هدفا أساسيا، لكن لتحقيق ذلك نهائيا، يجب وضع استراتيجيات تعالج المشاكل من جذورها، وبطريقة شاملة ودائمة، على أنه لتحقيق هذا الهدف يتعين الذهاب "أبعد من الأبعاد الإنمائية للتنمية" و "أبعد من المساعدة".

تتمثل الاستنتاجات الأساسية الأربعة لهذا التحليل فيما يلي: - ضرورة وضع برنامج للتحويل بغرض ترقية التحولات الاقتصادية والاجتماعية الهيكلية، التي تركز على استحداث مناصب شغل و محاربة الفوارق و البحث عن حلول دائمة.

- تعد الملازمة الوطنية بمثابة عنصر محدد: ينبغي أن يولي الإطار الجديد المزيد من الاهتمام للطريقة التي ترتبط وفقها مع احتياجات وأولويات السياسات الوطنية.

- تعزيز العمل الجماعي العالمي. ضرورة عمل جماعي دولي على أوسع نطاق، يمر عبر نشر سياسات عمومية على المستوى العالمي، تثمر

كرواتيا: الدولة الثامنة والعشرون العضو في الاتحاد الأوروبي منذ أول جويلية

أصبحت كرواتيا رسميا منذ 1 جويلية، الدولة الثامنة والعشرون العضو في الاتحاد الأوروبي، بعد مسار طويلا و مؤطرا.



منظر لمدينة سبليت



وزارة الشؤون الخارجية والأوروبية، زغرب



ساحة بان جيلاجيش، زغرب

قدمت كرواتيا طلبها للانضمام إلى الاتحاد الأوروبي سنة 2003، لكن لم يشرع في المفاوضات سوى في سنة 2005 واستمرت إلى غاية ديسمبر 2011، حيث وقعت إتفاقية الانضمام. بتاريخ 22 جانفي 2012 صوت الكروات لصالح الانضمام بنسبة 67 بالمائة، وفي 27 مارس 2013 أعطت المفوضية الأوروبية الضوء الأخضر لدخول كرواتيا في الاتحاد ابتداء من 1 جويلية 2013. معتبرة أن الدولة احترمت مجمل التزاماتها، رغم أنه ينبغي عليها أن تبذل جهودا إضافية، خصوصا في مجال فعالية القضاء واستقلالية العدالة.

كرواتيا هي ثاني دول البلقان، المنبثقة عن يوغسلافيا (سابقا) بعد سلوفينيا، التي تنضم إلى الاتحاد الأوروبي. حينما كانت بصدد الانخراط، كسبت كرواتيا صفة ملاحظ فعال، خلال الفترة الانتقالية التي سبقت انضمامها. حيث تمكنت من التعود على طرق عمل المؤسسات، استفادت من دعم مالي وتقني معتبر عن طريق أداة للمساعدة على الانضمام. كما ستستفيد من 3.5 مليار دولار من الصندوق الأوروبي، في الفترة الممتدة من 2013 إلى 2015، مخصصة لتعزيز بعض القطاعات ذات الأولوية، مثل التنمية الجهوية والموارد البشرية والتعاون العابر للحدود والتنمية الريفية.

تفرض الاتفاقية حول الاتحاد الأوروبي شرطا مزدوجا لتحصل الدولة على صفة مترشح: أن تكون أوروبية وأن تحترم قيم الاتحاد، وبالتالي فقد اكتسبت في جملة من الالتزامات والشروط التي لبتها. يتعلق الأمر خصوصا بمعايير سياسية، تتمثل في تواجد مؤسسات مستقرة تضمن الديمقراطية، سيادة القانون و احترام حقوق الإنسان والأقليات توفير الحماية لها.

أخيرا، أعلنت الحكومة الكرواتية أنها تهدف أيضا إلى إدخال الدولة في فضاء شنغن مع نهاية 2015.

وببقى التوسيع مفتوحا، حيث تملك اليوم خمس دول صفة مترشح. يتعلق الأمر بـ : أيسلندا، مقدونيا، الجبل الأسود، صربيا و تركيا. ●

الاجتماع الأول لمديري مراكز التكوين القضائي أورويميد (لشبونة، 7 و 8 ماي 2013)

كإطار لمشروع أورويميد عدالة (3)، انعقد الاجتماع الأول لمديري مراكز التكوين القضائي أورويميد يومي 7 و 8 مايو 2013 في لشبونة، بالبرتغال.

في التقسيم القضائي البرتغالي والعمل الذي أجزه مركز الدراسات القانونية (CEJ)، والإجراءات والشروط الخاصة بقبول في مركز الدراسات القانونية والتنظيم الداخلي والإداري لهذا المركز.

- ويتمثل العرض الثالث في ورشة عمل حول استخدام التعليم عن بعد لتعزيز التعاون العابر للحدود بين مؤسسات التكوين القضائي والسلطات القضائية. وقد بين هذا النشاط كيف يمكن استخدام التعليم عن بعد لتعزيز التعاون العابر للحدود بين مؤسسات التكوين القضائي والسلطات القضائية. كما تناولت الورشة الاختلافات، المزايا والعيوب بين التعليم عن بعد والتعليم عبر الإنترنت والتعليم المختلط. والشروط المطلوبة لتطوير نظام تعليمي ملائم، والأسباب التي تجعل من التعليم عن بعد والتعليم عبر الإنترنت أداتين جد مفيدتين، وأيضاً كيفية تطوير التكوين وأدوات الإنترنت.

في اليوم الثاني من الاجتماع، قدمت لمحة عامة عن الوضع الحالي لبرامج تعاون الاتحاد الأوروبي في منطقة أورويميد المتصلة بمراكز التكوين القضائي. فضلاً عن البرامج المختلفة والإجراءات المختلفة التي اتخذها الاتحاد الأوروبي في المنطقة، بخصوص التعاون في قطاع العدالة، ولاسيما فيما يتعلق بالتعاون في النشاطات الخاصة بالتكوين.

وكانت هذه الندوة أيضاً فرصة لتقديم النشاطات القادمة المزمع تنظيمها في المرحلة الثانية من برنامج أورويميد عدالة (2)، التي ستركز على دورات تكوينية وزيارات دراسية. ●

يواصل مشروع "أورويميد عدالة (3)"، الذي يتولى تمويله الاتحاد الأوروبي بميزانية قدرها 5 ملايين أورو للفترة 2011 - 2014، النجاحات التي حققها "أورويميد عدالة (1) و(2)"، مثل تطوير فضاء أورويميد متوسطي للتعاون في مجال العدالة، ودعم بناء قدرات الشركاء وترقية تحديث نظام العدالة، بما في ذلك تحسين مستوى الاستفادة من العدالة.

خلال هذه الدورة، قدمت بعض النتائج الأولية التي تم الحصول عليها خلال المرحلة الأولى من البرنامج، سواء في تقارير البحوث أو في الكتيبات التي أعدت أثناء مختلف مكونات البرنامج. مع اقتراح إمكانية إدراجها في البرامج التكوينية وفي أنشطة البحث لمراكز التكوين، مع مناقشة جديدة، بعدما تتم الموافقة على هذه النصوص خلال الاجتماع الثاني لمديري مراكز التكوين القضائي أو المؤسسات التي تعادلها المقررة في العام الجاري.

قُدمت أربعة عروض موضوعاتية خلال الاجتماع:

- العرض الأول بعنوان "تطور تكوين القضاة والنواب العامين. بين الحاضر والمستقبل. آفاق الاتحاد الأوروبي والبلدان الشريكة في الجوار الجنوبي". أوضح طبيعة هذه المؤسسة، وهي منظمة دولية خاصة تخضع للقانون البلجيكي وذات أهداف غير نفعية، فضلاً عن النشاطات الرئيسية التي تقوم بها.

أما العرض الثاني تناول موضوع "تكوين القضاة والنواب العامين: التجربة البرتغالية". استعرض المحاضر إشكالية رئيسية تتمثل

الهجرة في خدمة التنمية المحلية

نظم برنامج دعم خلق نشاطات ومناصب شغل في البلدان المغاربية "ديا ميد" حوار المتوسط في 26 مارس المنصرم. لجنة إطلاق المشروع في العاصمة الجزائرية.

- تشجيع وتوجيه المغتربين من البلدان المغاربية على مزاولة النشاط في بلدهم الأصلي (تم تحسيس 200 من حملة مشروع في أوروبا، وتوجيه 60 صاحب مشروع لإقامة أعمالهم في البلدان المغاربية).
- تدريب مقاولين شباب من البلدان المغاربية على إثبات وجودهم وتوسيع تجاربهم من أجل هيكلة مشروع ذات بعد دولي (تم تدريب 90 صاحب مؤسسة محليين).
- تعزيز قدرا أصحاب المشاريع في مجالات التكنولوجيا الخضراء (تم توجيه 90 صاحب مؤسسة).
- تكوين الشباب المغاربي من أصحاب الشهادات العليا في تسيير الشركات المبتكرة ومساعدتهم على اكتشاف المؤسسات الصغيرة والمتوسطة (تم تحسيس وتوجيه 270 من خريجي الجامعات).
- كانت لجنة الإطلاق برنامج "ديا ميد" حدثا ناجحا حظي بتغطية إعلامية كبيرة بفضل عشرات المقالات التي نُشرت في الصحافة المغربية. ●

وكان هذا الحدث فرصة للشركاء لث الجالية المغاربية في المهجر على إنجاز استثمارات منتجة في بلدانها الأصلية.

يشترك في تجسيد هذا البرنامج الإقليمي ستة شركاء: شبكة أنيما للاستثمار Anima Investment Network، آسيم Acim، آدر Ader، أمديفكو Medafco للاستشارات (فرنسا)، مكتب ميدافكو للاستشارات Consulting (الجزائر)، كونكت (تونس) ومؤسسة إنشاء المؤسسات (المغرب). تتبادل شبكاتها وخبراتها لتشجيع تنمية النشاطات والفرص الإستراتيجية في المنطقة المغاربية.

ويهدف المشروع إلى تجنيد الخبرات التي تزخر بها الجاليات المقيمة في المهجر لتبادل المهارات والتجارب بغية تعزيز قدرات الهياكل العمومية والخاصة الوسيطة المعنية بدعم خلق النشاطات في البلدان الأصلية.

ويعتزم برنامج "ديا ميد" بحلول عام 2015، المساهمة في التنمية المحلية وتعزيز نسيج المقاولات في البلدان المغاربية، من خلال أنشطة الدعم للمشاريع الاستثمارية، ونقل الابتكار. ويهدف البرنامج إلى تقديم دعم ملائم لحملة المشروع بنشاطات تدريب وتكوين تخص خريجي الجامعات في البلدان المغاربية الثلاثة.

يرتكز هذا المشروع على خمس إجراءات رئيسية هي:

- تعزيز مهنية المتعاملين المحليين لدعم خلق النشاط (270 شخصا تم تكوينهم على مستوى هياكل الدعم لإنشاء الشركات والمؤسسات المحلية).

مدة المشروع: 3 سنوات

حجم الميزانية: 2.35 مليون أورو، بتمويل الاتحاد الأوروبي

بنسبة 80 بالمائة.

الأماكن: الجزائر، المغرب، تونس، فرنسا

مدونة سلوك دولية عن الفضاء

نظم الاتحاد الأوروبي، وتحديد المصلحة الأوروبية للعمل الخارجي (EEAS)، بالاشتراك مع أوكرانيا استشارة مفتوحة بشأن مشروع مدونة سلوك دولية للفضاء. وعقد الاجتماع في كيبف يومي 16 و17 ماي 2013، ويهدف إلى تسجيل تعاليق المشاركين حول المفاهيم الأساسية الواردة في المشروع الذي قدّمه الاتحاد الأوروبي في فيينا، يوم 5 جوان عام 2012.

أشرف على تنشيط الاجتماع خبراء دوليون من مستوى عالي، فيما تولى معهد الأمم المتحدة لبحوث نزع السلاح تنظيم مائدة مستديرة حول موضوع الفضاء في إطار مشروع بحثها عن مدونة السلوك الدولية بمساعدة الاتحاد الأوروبي.

إن الغرض من هذه المدونة هو تحسين أمن وسلامة واستدامة الفضاء وكافة النشاطات الفضائية. تتناول جميع النشاطات الفضائية التي تقوم بها دولة موقعة بعينها أو بالاشتراك مع دول أخرى أو هيئات غير حكومية تتبع الاختصاص القضائي للدولة الموقعة، وتجدر الإشارة إلى أن هذه المدونة ليست ملزمة قانونا، بما أن احترام إجراءاتها يبقى طوعيا ومفتوحا لجميع الدول.

دول الضفة الجنوبية للمتوسط بهدف التنسيق مع الجهات المعنية للقطاعين العمومي والخاص وتحديد الخبراء المحليين. وقد نظم المنتدى الوطني لإطلاق تمرين التقييم الخاص بالجزائر يوم 2013/1/28 من طرف وزارة الصناعة. بحضور خبراء من منظمة التعاون والتنمية الاقتصادية إضافة إلى مشاركين محليين (موظفون. جمعيات أرباب العمل. جمعيات مهنية. غرفة التجارة و الصناعة. غرف الحرف التقليدية والمهن و المؤسسات).

فيفري - ماي: تقييم منتصف المدة

نظم لقاء شهر مارس 2013 بحضور مجمل الأطراف المعنية. من جزائريين و خبراء محليين إلى جاني خبراء من منظمة التعاون والتنمية الاقتصادية والمؤسسة الأوروبية للتكوين وبعثة الاتحاد الأوروبي في الجزائر.

11 جوان

اجتماع ثنائي مع كل بلد من البلدان المتوسطية. وقد تم تحديد تاريخ 11 جوان لعقد لقاء ثنائي مع الجزائر. يهدف هذا الاجتماع إلى: - تقديم عرض لنتائج التقييم.

- إجراء حوصلة للتقدم المحرز في مسار التقييم و تحديد برنامج للخطوات المقبلة واقتراح حلول للصعوبات التي تكون قد واجهتها.

25 جوان

اجتماع للمنسقين الوطنيين (مثل عن وزارة الصناعة بالنسبة إلى الجزائر).

نوفمبر: نشر النتائج.

المؤسسات المعطيات و المعلومات وتجري تقييمها مستقلا لاقتصاديات كل الدول المتوسطية بالنسبة لكل بعد سياسي. ويدعم التقييم المستقل من قبل خبراء محليين.

3 - سير التمرين

التقييم:

- يركز على إطار الميثاق الأورومتوسطي لمؤسسة " نشاط سمول بيزنس" لأوروبا.
- تحديد نقاط القوة والتحديات المتعلقة برسم السياسات وتنفيذها.
- من أجل تقديم قائمة تتضمن النشاطات ذات الأولوية في مجال الإصلاحات.
- يقدم مقارنات سياسية لاقتصاديات الدول المتوسطية ويقيس مدى التقدم المحرز مقارنة بنتائج التقييم لسنة 2008 والخاص بتنفيذ الميثاق الأورومتوسطي للمؤسسة.
- يوفر مرجعا لأداء السياسات. مقارنة بتلك الخاصة بالاتحاد الأوروبي والتجارب الجيدة لمنظمة التعاون والتنمية الاقتصادية.
- يركز على منهجية مؤثر السياسات المشجعة للمؤسسات الصغيرة والمتوسطة. التي طبقت سابقا في عدد من الدول والمناطق. بما في ذلك بالنسبة إلى اقتصاديات الدول المتوسطية.

4 - المراحل الأساسية للتمرين في سنة 2013

جانفي - فيفري:

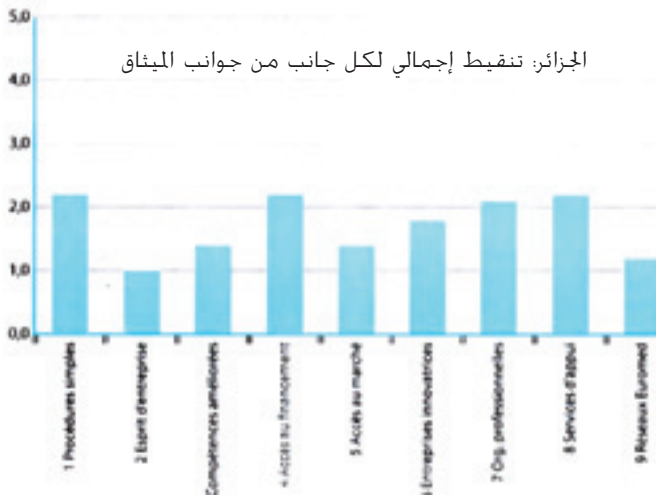
السلسلة الأولى لمهام خبراء منظمة التعاون والتنمية الاقتصادية في

برنامج جديد بقيمة 10 ملايين دولار من الاتحاد الأوروبي كدعم للإدارة السياسية والاقتصادية في الجزائر SPRING

في إطار برنامج SPRING (دعم الشراكة والإصلاح والنمو). الذي أنشئ لتوجيه بلدان الجوار الجنوبي في أعقاب أحداث الربيع العربي. صادقت المفوضية الأوروبية لصالح الجزائر على برنامج دعم الحكم الرشيد. يركز برنامج SPRING على دعم مرتبط بالتحول الديمقراطي وتعزيز المؤسسات. وكذلك بالنمو والتنمية الاقتصادية المستدامة. لبرنامج دعم الحكم في الجزائر هذا صلة مباشرة بالأولويات التي وضعتها الحكومة الجزائرية. ويهدف إلى التدخل لدعم الهيئات التي لها دور هام في إدارة شؤون البلد. عن هذا البرنامج الجديد. ذكر ماريك سكوليل. رئيس بعثة الاتحاد الأوروبي في الجزائر. بأن "توطيد سيادة القانون والحكم الرشيد هدفان أساسيان للآليات الموضوعة في خدمة التعاون بين الجزائر والاتحاد الأوروبي". إن من شأن البرنامج الجديد. الذي يهدف إلى متابعة ديناميكية التنمية في الجزائر. أن يساهم في تأهيل مختلف الهياكل التي تؤثر بشكل مباشر أو غير مباشر على التسيير الاقتصادي والسياسي في الجزائر. ويرتكز الجانبان الرئيسيان للبرنامج على هذين البعدين. على تستكمل ببعد آخر أفقي هو "الاتصال - وسائل الإعلام - الشفافية". قد تكون الهيئات المعنية. على سبيل المثال لا الحصر. المجلس الشعبي الوطني ومجلس الأمة (غرفتي البرلمان) والديوان المركزي لمكافحة الفساد ومجلس المحاسبة ومدرسة صحافة ونقابة المحامين وما إلى ذلك.

مؤسسة "نشاط سمول بيزنس" الأوروبية متوسطة إطلاق تمرين تقييم التطبيق في الجزائر

تم استحداث وتبني مؤسسة "نشاط سمول بيزنس" الأوروبية متوسطة سنة 2008. وتعرف اختصارا باسم (س ب أ). خلال الندوة التي جمعت الوزراء الأوروبيين للصناعة والمنعقدة بمالطا في ماي 2011 لتحل محل ميثاق الأوروبي المتوسطي للمؤسسة الساري المفعول منذ 2003 والمستمد من الميثاق الأوروبي للمؤسسة.



الجزائر: تنقيط إجمالي لكل جانب من جوانب الميثاق

المراجع: "التقرير الخاص بتطبيق الميثاق الأوروبي المتوسطي للمؤسسة - تقييم 2008 لسياسة المؤسسة.

بيزنس" ضمن اقتصاديات الدول الأوروبية متوسطة هو عبارة عن تمرين يدعم صناع القرار من السياسيين قصد الاستغلال الكامل لطاقة المؤسسات الصغيرة والمتوسطة على أساس أنها محرك لاستحداث مناصب شغل والنمو الاقتصادي. يغطي التقييم مجالات أساسية ذات الصلة بتطوير المؤسسات ويعتمد على مؤشرات السياسة لقياس أداء الاقتصاديات المشاركة، كل في مجال نشاطها.

2 - الفاعلون في التقييم

يعتمد التقييم على مقارنة تشاركية تضم فاعلين وهم:

المنسق الوطني بالنسبة إلى الجزائر (مثل عن وزارة الصناعة و المؤسسات الصغيرة والمتوسطة و الاستثمار) الذي يسهل التقييم الذاتي بالتشاور الوثيق والتعاون مع الوزارات والهيئات والممثلين المعنيين للقطاع، المفوضية الأوروبية، المؤسسة الأوروبية للتكوين ومنظمة التعاون والتنمية الاقتصادية. بالتشاور مع البنك الأوروبي للاستثمار والبنك الأوروبي لإعادة التعمير والتنمية، حيث تجمع هذه

وتتضمن مؤسسة "نشاط سمول بيزنس" مجموعة من المبادئ، تهدف إلى التوجيه، لتصميم و تطبيق السياسات الأوروبية متوسطة بغية ترقية وتطوير المؤسسات الصغيرة والمتوسطة.

1- أهداف التمرين

يتمثل التمرين في تقييم مستوى تطبيق المبادئ الأساسية للسياسات لصالح المؤسسات الصغيرة والمتوسطة وتلك التي تخلق الثروة أو مناصب شغل، وذلك من خلال سلم تقييم يسمح بحساب المؤشر على أساس 10 أبعاد (تنقسم بدورها إلى أبعاد فرعية و مؤشرات ومستوى الإصلاح). تنظم وفقا لمبادئ "نشاط سمول بيزنس". وتمنح لكل عنصر مقيّم علامة من 1 إلى 5، ويوضع الترتيب إثر عملية الحساب النهائية.

توضع الأبعاد العشر لسلم التنقيط على الشكل التالي:

(1) التعليم والتدريب على الانتماء للمؤسسة. (2) الإفلاس والفرصة الثانية. (3) مبدأ "التفكير الصغير أولا" (4) Think Small First إدارة عمومية تتفاعل مع إحتياجات المؤسسات المتوسطة والصغيرة. (5) تكييف أدوات السياسات العمومية مع إحتياجات المؤسسات المتوسطة والصغيرة. (6) الحصول على التمويل. (7) تشجيع المؤسسات المتوسطة والصغيرة على الإستفادة من الفرص التي تتيحها السوق الأوروبية الموحدة. (8) ترقية تحسين الكفاءات والإبتكار. (9) ترقية النمو الأخضر. (10) استغلال الفرص التي تتيحها الأسواق التي تشهد نوا.

خلال التقييم الأول لتطبيق "نشاط سمول بيزنس" الذي تم خلال 2007-2008، جاءت العلامات المحصل عليها بالنسبة للأبعاد العشر على النحو التالي:

يتعين رفع خدبات كثيرة بغية تحسين الوضع، وهو ما أورده أيضا الترتيب الذي أعده البنك العالمي الخاص بسنة 2013. حيث صنفت الجزائر في المرتبة 152 بعدما احتلت المرتبة 150 سنة 2012. إن تقييم سنة 2013 لتطبيق الميثاق الأوروبي المتوسطي بالنسبة إلى مؤسسة "نشاط سمول

دعم برنامج PME II للجمعيات المهنية

استفادت أربع جمعيات مهنية من النشاطات المدرجة في إطار عنصر "دعم المؤسسات الصغيرة والمتوسطة"، من بينها الجمعية الجزائرية لتكنولوجيات الإعلام ومنتدى رؤساء المؤسسات والإتحاد الوطني للمتعاملين الصيدلانيين وجمعية المنتجين الجزائريين للمشروبات.

الصناعة الصيدلانية، خصوصا في مجال وضع سياسة للنظافة والأمن والبيئة، إدارة الوظيفة "علم القياس"، وإعداد وتنفيذ مخطط التكوين، والتحكم في مؤشرات الإنتاجية والإصغاء إلى الموردين و عارضي الخدمات.

كما استفادت 8 مخابر صيدلانية من تشخيص في إطار نشاط يستهدف وضع استراتيجية صيانة بالمؤسسات الصغيرة والمتوسطة للصناعة الصيدلانية ما يسمح، من جهة، بتحديد الاحتياجات الحقيقية في مجال تكوين عمال الصيانة، وكذا النشاطات الرامية لتحسين و تنظيم وتسيير وظيفة الصيانة من جهة أخرى، ما أدى إلى إعداد مخطط عمل لتحسين المستوى تحسبا لمرافقة شخصية في المستقبل.



صور خاصة بالتكوين في الصيانة لإطارات المؤسسات الأعضاء في الإتحاد الوطني للمتعاملين الصيدلانيين.

جمعية المنتجين الجزائريين للمشروبات، شاركت 38 مؤسسة في 4 ورشات تكوين مخصصة للعناصر المضافة للمشروبات ووضع نظام إدارة، طبقا لمعيار ISO 17025. وقد استفادت 10 مؤسسات من الفرع من تشخيص تحسبا لاعتماد مخبرها، طبقا لمعيار ISO 17025.

في هذا الخصوص، تتمثل النشاطات الموجهة لكل جمعية من الجمعيات المذكورة فيما يلي:

- بالنسبة إلى الجمعية الجزائرية لتكنولوجيات الإعلام، التي تضم في عضويتها مؤسسات تنشط في مجال تكنولوجيات الإعلام والاتصال لفرع المدمجة وناشرو البرمجيات، تتعلق النشاطات المنجزة بتحسين مستوى المؤسسات الجزائرية الناشطة في مجال تكنولوجيات الإعلام والاتصال، فرع "المدمجة وناشرو البرمجيات" من خلال ضمان تكوين ومنح شهادة المطابقة لـ 20 مؤسسة، إلى جانب التكوين في مجال الإصغاء، التي تسبق مسعى منح شهادة المطابقة لمعايير ISO 9001-2008 بالنسبة للمؤسسات الصغيرة والمتوسطة التابعة لقطاع تكنولوجيا الإعلام والاتصال لصالح 14 مؤسسة.

وسيمتد هذا الإجراء الأخير ليشمل جملة من المهمات الفردية لتنفيذ (نظام إدارة الجودة) للمؤسسات المذكورة، ومنحها شهادة المطابقة 2008/ISO 9001. وستجري هذه المهمات إلى غاية شهر ديسمبر.

- بالنسبة إلى منتدى رؤساء المؤسسات

تضم مؤسسة المقاولين عدة مؤسسات من القطاعين العمومي والخاص، في جميع الأنشطة. يتعلق الأمر بتنظيم ملتقى للتكوين لفائدة أعضائه، يتمحور حول تفويض المسؤولية واتخاذ القرار. ينتظر تنظيم ملتقيين اثنين آخرين، خلال السداسي الثاني من السنة الجارية، حول موضوع تحسين تكاليف الإنتاج والتحليل المالي للمسيرين الذين لا يمتنون المالية.

- بالنسبة للإتحاد الوطني للمتعاملين الصيدلانيين

نظمت 13 دورة تكوينية منذ سنة 2011، على شكل ورشات في أغلب الأحيان، استفاد منها 272 إطارا و 12 مخبرا، تمثل الهدف من هذه الدورات التكوينية المتنوعة في تعزيز كفاءات المكونين وإطارات

اجتماع اللجنة الفرعية للاتحاد الأوروبي-الجزائر ”النقل والبيئة والطاقة“

في 30 أبريل، انعقدت في الجزائر العاصمة الدورة الثالثة للجنة الفرعية للاتحاد الأوروبي الجزائر ”النقل والبيئة والطاقة“.



وكان هذا الاجتماع فرصة للاتحاد الأوروبي والجزائر ليس فقط لإطلاع على التطورات الحاصلة من كلا الجانبين في القطاعات المعنية، ولكن أيضا لتقييم التعاون في نفس تلك القطاعات والأهم من ذلك، للحديث عن آفاق أوثق للتعاون. حضر هذا الاجتماع الذي دعي إليه ممثلو الدول الأعضاء كمراقبين. خبراء من المفوضية الأوروبية، وأعضاء من بعثة الاتحاد الأوروبي في الجزائر وممثلين عن الوزارات المختلفة التي تعنيها القضايا المطروحة للنقاش. بعد مرور عامين من الدورة السابقة، جرت أشغال اللجنة الفرعية في جو من الثقة المتبادلة، وكانت فرصة لربط اتصالات إنسانية مواتية لتكثيف علاقات العمل.



تكوين مئات الجمعيات الجزائرية في مجال التسيير لدورة المشروع وإجراءات الاتحاد الأوروبي

فنظمت المفوضية الأوروبية في ربيع 2013، برنامج تكوين في مجال تسيير دورة المشروع لفائدة جمعيات جزائرية. وقد سمحت هذه الدورة التكوينية التي جرت على مدى ستة أيام للجمعيات الجزائرية بتعزيز قدراتها في تصميم وتنفيذ ومتابعة مشاريعها التنموية. تضمن البرنامج أيضا تدريس إجراءات منح عقود الإعانات للاتحاد الأوروبي. وكذا برنامجا مفصلا لتسييرها. لم تعد الإجراءات التعاقدية والمالية من المفوضية الأوروبية محل أسرار بالنسبة لهذه الجمعيات المائة، التي استفادت من هذا التكوين المجاني. جرى التكوين في المناطق الأربعة للبلاد، في الجزائر، تيارت، تمارست، قسنطينة ووهران. وكان محل تغطية إعلامية واسعة. وقد نشرت العديد من المقالات في الصحف وبث روبرتاجين تلفزيونيين اثنين على القنوات التلفزيونية الوطنية. وقد استفادت بعض هذه الدورات التكوينية من حضور ممثلين عن مديرية الشبيبة والرياضة ووزارة التضامن.



ملتقى لعرض برنامج "ديفيكو"



نظم برنامج دعم تنويع الاقتصاد في الجزائر "ديفيكو" (DIVECO) يوم 25 مارس 2013 بنزل الأوراسي ملتقى لعرض حصيلة أعماله.

هذا الملتقى الذي يسعى إلى عرض الأهداف ومحتوى برنامج ديفيكو بكامله ووضع حصيلة لنشاطاته المنجزة ونتائج المحقة منذ انطلاق البرنامج في جانفي 2011، أعلن عن افتتاحه وزير الفلاحة والتنمية الريفية، رشيد بن عيسى ووزير السياحة والصناعات اليدوية، محمد بن مرادي والأمين العام لوزارة الصناعة والمؤسسات الصغيرة والمتوسطة وترقية الاستثمار، عبد الرزاق هني.

حضر الملتقى أهم المؤسسات المعنية والهيئات الملحقة، سواء على الصعيد المركزي أو الولائي، وكذلك متعاملون من قطاع الإنتاج العمومي والخاص، أي ما يقارب في المجموع مائتي شخص.

وذكر المدير الوطني للبرنامج، البروفيسور فؤاد شلحات بأهداف البرنامج الطموح متعدد وما بين القطاعات، الذي يمتد لفترة 5 سنوات ورصدت له ميزانية تقدر بـ 20 مليون أورو، على أن يتكفل الاتحاد الأوروبي بتغطية 17.5 مليون منها.

- في الزراعة، تنويع وزيادة الإنتاج من أجل التصدير وإحلال الواردات من خلال تشجيع القطاعات الإستراتيجية.

- في الصناعة الغذائية، المساهمة في تحقيق تكامل أفضل مع الإنتاج الزراعي الوطني والحد من العراقيل التي تعيق تطور القطاع، لاسيما في مجال الأمن الغذائي.

- في السياحة، ترقية صورة الجزائر لدى الدول المصدرة، وتحسين القدرة التنافسية للقطاع وتطوير السياحة الوطنية.

منذ انطلاق المشروع، ساهمت العديد من بعثات المساعدة التقنية في نشاطات مثل:

- في قطاع الزراعة: توفير الدعم في المجال التنظيمي الخاص بالأمن الغذائي، ودعم وتوجيه التعاونيات، وتحسين قدرات الغرف الفلاحية، وتطوير مناهج توحيد المعايير والتصديق ووضع العلامات.

- في قطاع الصناعة الغذائية: متابعة إنشاء وتشغيل المركز التقني للصناعات الغذائية، الدعم في المجال التنظيمي بخصوص الجودة

وسلامة المنتجات الغذائية، وجدوى المركز التقني المخصص للتعبئة والتغليف.

- في قطاع السياحة: دعم تطوير التكوين وتسيير الموارد البشرية، ودعم الديوان الوطني للسياحة من أجل تنظيم أدوات الترقية الخاصة بوجهة الجزائر، ودعم هيكلية وتنظيم وتسيير الوكالة الوطنية لتنمية السياحة، ودعم تطوير وتنفيذ خطة الجودة السياحية.

وهناك تسعة أسواق جديدة في طور الإنجاز:

- 4 عقود لتوريد معدات لمخابر ومعاهد تحت إشراف وزارة الفلاحة والتنمية الريفية وللمركز التقني للصناعات الغذائية تحت إشراف وزارة الصناعة والمؤسسات الصغيرة والمتوسطة وترقية الاستثمار، وأجهزة إعلام آلي لوزارة الفلاحة والتنمية الريفية ووزارة السياحة والصناعة اليدوية، ومعدات ووسائل بيداغوجية لثلاث مدارس جزائرية متخصصة في الفندقية.

- 5 عقود خدمة لتنفيذ برامج تكوينية لصالح المؤسسات والجهات الفاعلة في قطاعات الزراعة والصناعة الغذائية من أجل تعميم استعمال الآلي على النظام الإعلامي الإحصائي للسياحة في وزارة السياحة والصناعة اليدوية، ومتابعة/تقييم لوزارة الفلاحة والتنمية الريفية من أجل إنشاء وتصميم وتنفيذ معلومات واتصالات خطة الجودة السياحية.

حظي هذا الملتقى بتغطية إعلامية كثيفة بفضل حضور أربع قنوات تلفزيونية وأربع محطات إذاعية، ووكالة أنباء وصحافة مكتوبة حاضرة بكثافة من خلال 25 صحيفة يومية وأسبوعية. •

دعم تطوير شبكة ربط الوكالة الوطنية للتشغيل

بالشراكة بين الاتحاد الأوروبي والوكالة الوطنية للتشغيل نذ عام 2010، لدعم الوكالة في جهودها لتحسين مستوى أدائها في سوق التشغيل من أجل تسيير أفضل للوساطة بين العرض والطلب. يتركز حول ثلاثة محاور:

- 1 - التجهيز بفضل نظام إعلامي وطني.
 - 2 - إضفاء الطابع المهني من خلال برنامج تطوير المهارات للمستشارين والمسيرين.
 - 3 - الإعلام من خلال مجموعة من خدمات الإعلام الآلي التي تنشرها وسائل الاتصال الحديثة والفعالة، لاسيما منها بوابة الويب.
- انطلق برنامج PASEA في جوان 2012 حتى مارس عام 2015. خصصت له ميزانية إجمالية تقدر بـ 15.34 مليون أورو.

روابط مفيدة : <http://pasea.overblog.com>

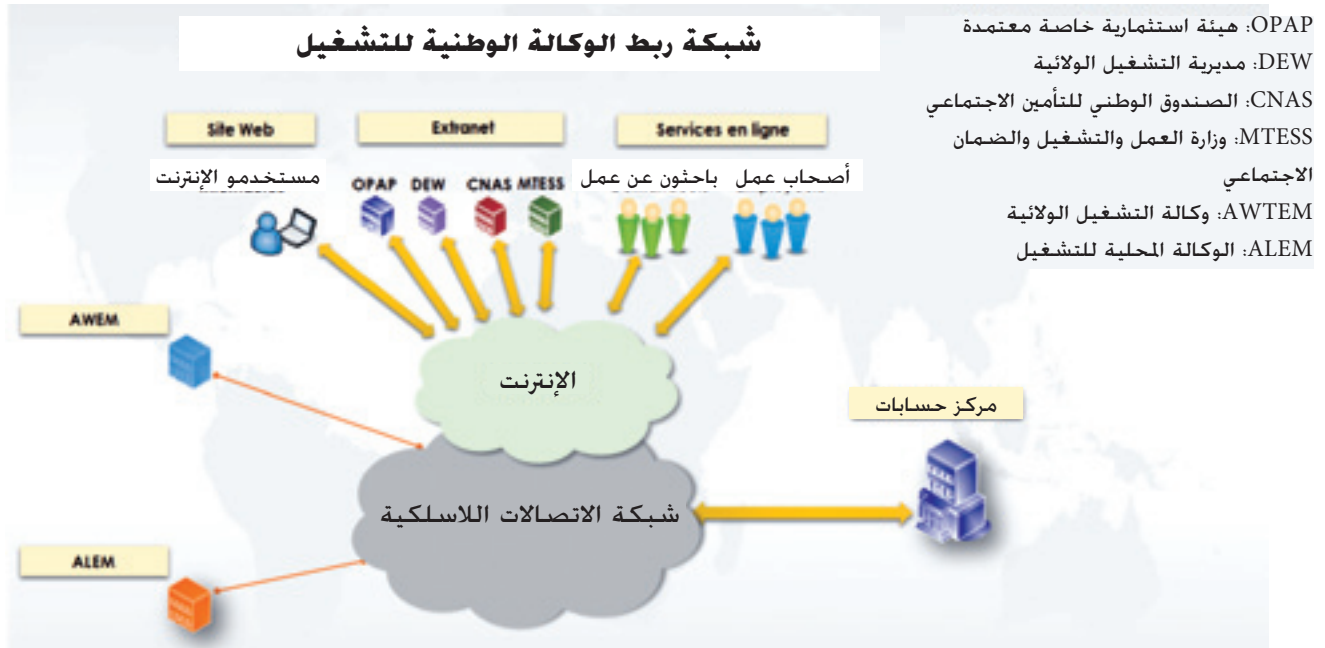
تعمل المنظومة الإعلامية الحالية للوكالة الوطنية للتشغيل بطريقة لامركزية تماما، الأمر الذي يجعل من الصعب مراقبة المعلومات الخاصة بأصحاب العمل والباحثين عن عمل، والتحقق منها، خاصة ما يتعلق بطريقة تسيير برامج الإدماج المهني.

ولقد بدأ تطوير نظام إعلامي مركزي جديد، بدعم من برنامج دعم قطاع التشغيل (PASEA) الذي جند العديد من الخبراء في هذا الإطار.

اختير للنظام الإعلامي الجديد الأكثر ائتمانا مقر إيوائه في مركز بيانات الوكالة الوطنية للتشغيل. واعتبارا من عام 2014، سيكون بإمكان الفروع الـ 250 المنتشرة عبر كامل التراب الوطني دخول النظام الجديد عبر شبكة ربط أُنجزت دراستها من قبل خبير من برنامج (PASEA). كما سيتولى ذات البرنامج توفير الدعم العملي لنشر هذه الشبكة.

برنامج دعم قطاع التشغيل (PASEA) في بضعة أسطر:

يهدف برنامج دعم قطاع العمالة في الجزائر (PASEA)، الذي أقيم



انطلاق مشروع توأمة "الطيران المدني"



يعتبر مشروع التوأمة امتدادا للجهود المبذولة في إطار برنامج دعم قطاع النقل لتجسيد المخطط الوطني للأمن ونظام تسيير الأمن.

ولقد أوفدت المؤسسة الإسبانية خبيرا يعمل مستشارا مقيما للتوأمة إلى وزارة النقل الجزائرية طوال مدة المشروع. ويعكف الآن على تنسيق النشاطات الموجهة لإطارات الإدارة المركزية للوزارة. وشركات الطيران والجمعيات المهنية وغيرها من الهيئات المعنية. وستتم هذه النشاطات في شكل ندوات دراسية. ومراجعات. ودورات تكوين. وزيارات إلى مؤسسات ماثلة في إسبانيا. ●

المؤسسات بجوانب تقنية وقانونية وتنظيمية من أجل نقل التجربة والخبرة من الطرف الأوروبي إلى نظيره الجزائري.

والهدف من هذه التوأمة هو تعزيز القدرات الإشرافية لمديرية الطيران المدني والأرصاد الجوية من أجل المساهمة في تحسين تسيير الأمن الجوي في الجزائر. وذلك طبقا لمعايير وتوصيات منظمة الطيران المدني الدولي في تسيير الأمن الجوي.

يأتي هذا المشروع في سياق يميزه القرار الذي اتخذته الجزائر لوضع وتنفيذ المخطط الوطني للأمن ونظام تسيير الأمن. قرار ينسجم مع تطبيق معايير منظمة الطيران المدني الدولي في تسيير الأمن واتفاقية الطيران المدني الدولي التي انضمت إليها الجزائر منذ عام 1963. كما

في 15 أفريل. انطلقت توأمة جديدة تحمل عنوان " دعم مديرية الطيران المدني والأرصاد الجوية التابعة لوزارة النقل من أجل تعزيز دورها في مجال الأمن الجوي".

ويعد هذا المشروع. الذي يموله الاتحاد الأوروبي في إطار برنامج دعم تطبيق اتفاقية الشراكة. التوأمة الثالثة المسطرة في إطار المرحلة الثانية من برنامج (P3AII).

يندرج هذا المشروع ضمن برنامج تعاون على المدى الطويل (24 شهرا) بين الجزائر وإسبانيا. في إطار أحكام اتفاقية الشراكة. وتشترك في إيجازه وزارتا النقل في البلدين. فطوال هذا المشروع. ستضطلع هاتان

الانطلاق الرسمي لبرنامج دعم القطاع الصحي في الجزائر عقب إبرام جميع الصفقات

خلال سنة 2012، سمح برنامج دعم القطاع الصحي في الجزائر (PASS)، بقيمة إجمالية قدرها 15 مليون أورو، الذي انطلق رسميا في أفريل 2011، إبرام جميع الصفقات المتصلة بمختلف مكونات البرنامج، مثل إدخال النظام الإعلامي الصحة (SIS)، وبالأخص الملف الإلكتروني الطبي (DEM) وإعداد وتنفيذ برنامج تكوين متواصل لمستخدمي الصحة، ووضع خطة لتثمين الخبرات المكتسبة وإستراتيجية لمكافحة الأمراض غير المعدية.

على مختلف الأصعدة (المركزية والجهوية والولائية والمحلية)، وذلك لتحسين أداء المنظومة الصحية، ودعم الإصلاحات التي تم الشروع فيها ولتحديث التسيير وإنتاج العلاج. على أن يتجسد هذا المشروع من خلال ثلاثة جوانب هي: برنامج تكويني، وتنظيم رحلات دراسية إلى دول أوروبية وندوات وملتقيات حول مواضيع محددة. وسيشمل البرنامج في نهاية المطاف 2 400 مشاركا (عدا الرحلات الدراسية)، 560 منهم سيسشاركون في الندوات.

كما أن هناك نشاطا آخر، وإن كان أقل أهمية من حيث الحجم، لكنه أساسي، ويتمثل في "تثمين الخبرات المكتسبة" الذي يهدف إلى تمكين العاملين في المنظومة الصحية من تحويل سنوات تجربتهم إلى شهادات معترف بها، مما يوفر عنهم الحاجة إلى استكمال معادلات طويلة في مجالات أثبتوا جدارتهم فيها.

في قطاع آخر، يهدف مشروع مكافحة الأمراض غير المعدية إلى تزويد البلد بنظام وطني ومحلي، متعدد القطاعات ومتعدد التخصصات، لمكافحة الأمراض غير المعدية. ويسمح هذا النظام بتعزيز القدرات التقنية لدى الوزارة لوضع وتنفيذ خطة وطنية لمكافحة الأمراض غير المعدية، وتعزيز مراقبة ورصد عوامل الخطر. وهو في المحصلة يتمثل في تعزيز المنظومة الصحية الجزائرية لتمكينها من التصدي بشكل فعال للأمراض التي تمس أعدادا متزايدة من المواطنين، والمرتبطة بالتحويل الوبائي في البلد منذ التسعينات، ويتعلق الأمر أساس بالأمراض القلبية والشرايين، وأمراض السرطان، والأمراض التنفسية المزمنة والسكري، وعوامل الخطر، وهما التدخين والكحول وسوء التغذية وقلّة حركة الجسم. ●

في الجزائر، مثلما هو الحال في معظم البلدان ذات الدخل المتوسط، لوحظ انتقال مزدوج الوجه: ديموغرافي ووبائي، يميزه تنامي الأمراض المزمنة غير المعدية، في حين أن المنظومة الصحية ليست جاهزة لمواجهة. بالنظر إلى الاستثمارات المطلوبة لتحديث الخدمات الصحية (البنية التحتية، التنظيم والموارد البشرية)، اعتمدت الحكومة الجزائرية في عام 2008، المخطط التوجيهي لقطاع الصحة (SDSS) بقيمة إجمالية تقارب 19 مليار أورو. المحاور الخمسة الرئيسية لتدخل السياسة الوطنية في مجال الصحة، التي وجهت تطوير البرنامج، تتمثل في: تقرب صحة المواطن، وتحسين نوعية الخدمات، والتحكم في التحول الديموغرافي والوبائي، وتحقيق الأهداف الإنمائية للألفية، وأخيرا، ترشيد تسيير القطاع.

الهدف الشامل للبرنامج هو تعزيز قدرات وزارة الصحة لكي تتوفر على المهارات والأدوات اللازمة لزيادة العرض وتحسين نوعية الخدمات الصحية الوقائية والعلاجية من أجل تطوير وتحديث شامل للقطاع.

من بين المشاريع المذكورة أعلاه، نجد مشروع إنجاز ملف طبي إلكتروني، الذي يعتبر من أسس النظام الذي يسمح بتحقيق الهدف الخاص للبرنامج لتحسين إدارة التحويل الوبائي من خلال تنفيذ النظام الإعلامي الصحي، وتسهيل اتخاذ القرار العقلاني بخصوص النشاطات والاستثمارات ذات الأولوية. هذا الملف الإلكتروني الطبي لا يمثل فقط مصدرا هاما من مصادر المعلومات، ولكن أيضا أداة عملية مزودة بوظائف متقدمة تهدف إلى تحسين رعاية المرضى، والتسيير العملي للخدمات الاستشفائية، وأخيرا، نوعية العلاج. وسيتم تطويره على مستوى موقعين نموذجيين، هما: المؤسسة الاستشفائية لوهران وعيادة متعددة الخدمات التابعة لجامعة وهران للعلوم والتكنولوجيا جامعة.

هناك مشروع رائد آخر من البرنامج هو المشروع المتعلق بـ"التكوين والرحلات الدراسية". يهدف إلى تعزيز قدرات الموارد البشرية في القطاع

ستجدون مزيدا من المعلومات على الموقع الإلكتروني للبرنامج

على العنوان التالي:

<http://www.pass-ue.dz>

الاتحاد الأوروبي في حوار مع مسؤولي 22 بلدية من شمال غرب الجزائر

نظمت وزارة التضامن الوطني والأسرة وقضايا المرأة، بالاشتراك مع الاتحاد الأوروبي ووكالة التنمية الاجتماعية، يوم 29 أبريل بتيارت، ورشة تشاورية جمعت السلطات المحلية ومختلف الشركاء المهتمين على المستوى المحلي، وذلك في إطار إنضاج مشروع التعاون الذي يحمل عنوان: "مشروع دعم التنمية المحلية والشؤون الاجتماعية في شمال غربي الجزائر".



نظمت هذه الورشة في فندق تاقدمت بتيارت، بمشاركة فعالة في أشغال أفواج العمل، من جميع الحاضرين بمن فيهم مسؤولي 22 بلدية، في مجموع كان هناك 116 مشاركا من جميع الولايات المعنية ومن ولاية الجزائر.

يهدف البرنامج إلى دعم الجهود التي تبذلها الحكومة الجزائرية لتعزيز التنمية الاقتصادية والاجتماعية والتركيز على القطاع الخاص كمحرك لخلق مناصب شغل. كما يهدف إلى تعزيز فعالية وكفاءة الإدارة العمومية المكلفة بدعم التنمية المحلية المستدامة.

ويسعى البرنامج أيضا إلى المساهمة في الحد من الفوارق الاجتماعية والاقتصادية من خلال التنمية المتكاملة والمستدامة لست ولايات من الهضاب العليا. هي: سعيدة، تيارت تيسمسيلت، عين الدفلى، الشلف والمدينة.

ويقترح البرنامج العمل على ثلاثة مكونات إضافية:

1. **تحسين الظروف المعيشية للسكان** الذين تشملهم المتابعة الاجتماعية ودعم الخدمات الاجتماعية، وتحديد تحسين مستوى رفاهية الأسر وتماسك المجتمع؛

يساعد البرنامج على التعريف بالآليات الموجودة في مجال التشغيل من أجل تسهيل المهمة للمستفيدين المحتملين من هذه الآليات ومن أجل تكوينهم مهنيا.

3. **الدعم المؤسسي وتعزيز القدرات** الرامية إلى ضمان استخدام أكثر فعالية للموارد المتوفرة في نشاطات التنمية وإلى تعزيز فعالية المساعدات. ●

2. تعزيز خلق مناصب الشغل والتنوع الاقتصادي

والهدف يكمن، من جهة، في خلق الانسجام بين برامج ترقية التشغيل ومكافحة البطالة والتنمية المحلية (الحكم المحلي)، ومن جهة أخرى، لكشف القطاعات الكفيلة بثمين المنتجات المحلية عملا على خلق مناصب شغل وعلى التنوع الاقتصادي. وأخيرا.

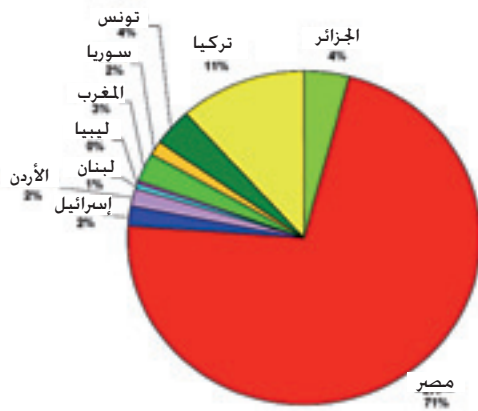
تطوير صادرات الجزائر إلى أوروبا

وضعت المفوضية الأوروبية منذ 27 ماي 2013 صيغة جديدة لتسهيل دخول البلدان النامية إلى أسواق الاتحاد الأوروبي من خلال موقع Export Helpdesk للتصدير.

- إمكانية الحصول على معلومات مفصلة عن وضعيات حقيقية يواجهها المصدرون.
- إنشاء ركن "ما الجديد؟" يمكن من الإطلاع على نشرة الأخبار.
- أطلق هذا الموقع في عام 2004. ويصدر بست لغات هي: الفرنسية، الإنجليزية، الإسبانية، البرتغالية، العربية والروسية.

إحصائيات

حجم الإطلاع على موقع Export Helpdesk (الذي يقاس بعدد الصفحات المفتوحة) في منطقة الأوروميد العام الماضي:



يعد الاتحاد الأوروبي أكبر سوق مشتركة في العالم، وأكبر شريك تجاري للبلدان النامية بلا منازع. وبالإضافة إلى ذلك، يستفيد المصدرون من الجزائر من شروط جد مغرية لدخول السوق الأوروبية، تخفض أو تلغي تماما الرسوم الجمركية للتصدير إلى الاتحاد الأوروبي.

وبفضل هذه الشروط المواتية، يمكن للمصدرين من الجزائر أن يضاعفوا من صادراتهم إلى الاتحاد الأوروبي. وينتظر منهم أن يرفعوا التحدي. لمساعدة المتعاملين الاقتصاديين، يوفر الاتحاد الأوروبي أداة إعلامية على شبكة الإنترنت تمكن المصدرين من الحصول على جميع الشروط اللازمة للتصدير بنجاح إلى الأسواق الأوروبية. Export Helpdesk هو موقع مجاني يقدم معلومات مفصلة عن قوانين الاستيراد في أوروبا، من المعايير الخاصة بكل منتج إلى الرسوم الجمركية، والإحصائيات التجارية، والقواعد الأصلية وكذا الروابط المفيدة لجمعية تجارية أو أدلة الشركات.

لمزيد من المعلومات، تصفح موقع مكتب تنشيط الصادرات :

www.exporthelp.europa.eu

أو الاتصال ببعثة الاتحاد الأوروبي في الجزائر

الإطار العام

Export Helpdesk هي خدمة إعلامية على شبكة الإنترنت أنشأتها المفوضية الأوروبية لتسهيل دخول البلدان النامية إلى أسواق الاتحاد الأوروبي.

هذه الخدمة مجانية وسهلة للاستخدام بالنسبة للمصدرين والمستوردين، والجمعيات التجارية والحكومات، توفر المعلومات التالية:

- القوانين والمعايير التقنية للاتحاد الأوروبي، وكذلك الرسوم الداخلية المفروضة على المنتجات في الدول الأعضاء فيها.

- رسوم الاستيراد وإجراءات استيراد أخرى.

- أنظمة استيراد تفضيلية يوفرها الاتحاد الأوروبي وتستفيد منها البلدان النامية، بما في ذلك القواعد الأصلية والتصديق الأصلي الملحق بها

- الإحصائيات الخاصة بالتدفقات التجارية بين دول الاتحاد الأوروبي والدول الأخرى.

- روابط للجهات المشاركة في الترويج التجاري مثل غرف التجارة والجمعيات التجارية وأدلة الشركات.

الروابط المفيدة

الإحصائيات التجارية: الاتحاد الأوروبي - أوروميد:

<http://ec.europa.eu/trade/policy/countries-and-regions/regions/euro-mediterranean-partnership>

رسالة مكتب تنشيط الصادرات Export Helpdesk:

http://exporthelp.europa.eu/thdapp/display.htm?page=wn%2fw_n_WhatSNew.html&docType=main&languageId=fr

أجهزة سمعية بصرية مجانية:

<http://ec.europa.eu/avservices/index.cfm?&sitelang=fr>

برلمانيون أوروبيون يلتقون بنظرائهم الجزائريين



في المنطقة وفي الجزائر، خاصة خلال العمليات الانتخابية، لأن الانتخابات الشفافة والنزيهة هي أساس الديمقراطية.

وأردف هانز سوبودا قائلا: "إن مسألة التأشيرة والتنقل والهجرة والاندماج والعيش المشترك أمور أساسية بين الجزائر والاتحاد الأوروبي".

ودعا رئيس مجموعة الإشتراكيين الديمقراطيين S&D في البرلمان الأوروبي، هانس سوبودا، إلى إحياء "أوروبا العيش المشترك". خلال لقاء أهلي في مدينة ليون (فرنسا).



في أول زيارة له للجزائر، قام بها يوم 11 أبريل، بمناسبة انعقاد ندوة نظمها "المنتدى التقدمي العالمي Global Progressive Forum"، بالاشتراك مع جبهة القوى الاشتراكية، دعا رئيس المجموعة الإشتراكيين الديمقراطيين S&D، هانس سوبودا، وأعضاء البرلمان الأوروبي فيرونك دي كيزر وبيير أنطونيو بانزيري وجيل بارنيو ونواب اشتراكيون مغاربة، إلى إطلاق أجندة تقدمية لضفتي البحر الأبيض المتوسط.

في إطار هذه المهمة، التقى أعضاء البرلمان الأوروبي، يوم الخميس 11 أبريل، بمسؤولين من غرفتي البرلمان الجزائري، من بينهم رئيس المجلس الشعبي الوطني، محمد العربي ولد خليفة ونائب رئيس مجلس الأمة، السيدة ليلي الطيب.

واستقبل البرلمانيون من قبل وزير الشؤون الخارجية، مراد مدلسي، ووزير الشؤون المغاربية والإفريقية، عبد القادر مساهل.

بدعوة من جبهة القوى الاشتراكية، شارك الوفد في ندوة حول موضوع "من أجل مغرب كبير تقدمي". ودعا السيد سوبودا إلى "تكامل إقليمي متين" وإلى شراكة متكافئة بين دول ضفتي المتوسط. كما أكد على موقف الاتحاد الأوروبي الداعم لعملية انضمام الجزائر إلى منظمة التجارة العالمية.

وصرح هانس سوبودا بقوله "إن هناك حاجة لإطار مؤسساتي جديد للدفع بقيم العدالة الاجتماعية والكرامة الإنسانية التي تطالب بها الشعوب. الاتحاد من أجل المتوسط يجب أن يكون كل قبل كل شيء اتحادا للشعوب". في الوقت الذي بدأت تتبلور عملية الانتقال الديمقراطي الناجمة عن "الربيع العربي" في المنطقة.

دعا السكرتير الأول لجبهة القوى الاشتراكية، علي العسكري، ووهانس سوبودا، لمبادرة أوروبامغربية لإقامة شراكة متكافئة تقوم على مبادئ التبادل العادل وحقوق الإنسان والديمقراطية بين الاتحاد الأوروبي و المغرب الكبير.

وأشار علي العسكري إلى أن "المسألة تبدو حيوية بالنسبة للجزائر حتى تعود إلى محفل الأمم". وقالت نائب رئيس المجموعة S&D، السيدة فيرونك دو كيزر: "سنواصل في دعم أحزابنا الشقيقة

الدورة الثانية للحوار السياسي، الأمن، حقوق الإنسان

انعقدت الدورة الثانية للجنة الفرعية "الحوار السياسي الأمن وحقوق الإنسان"، يوم 16 ماي 2013 ببروكسل.

وكذا الشؤون المغاربية والأورومتوسطية. وأكد الاتحاد الأوروبي التزامه بالتعاون الإقليمي، الذي لا يزال غير كافٍ، بين البلدان المغاربية. فعلى الرغم من العقبات، يمكن توسيع بعض مجالات التعاون (التنمية الاقتصادية، والبنية التحتية، والطاقة، والنقل). يملك الاتحاد الأوروبي خبرة هو على استعداد لوضعها في تصرف البلدان المغاربية لتعزيز أشكال التعاون الإقليمي القائمة (اتحاد المغرب العربي، الاتحاد من أجل المتوسط، الحوار أوروبا - المغرب العربي 5 + 5).

هنا الاتحاد الأوروبي الجزائر على مشاركتها في رئاسة مجلس السلام والأمن التابع للاتحاد الإفريقي. ودعا السلطات الجزائرية إلى المشاركة بفعالية في التحضير للقيمة بين الاتحاد الأوروبي والاتحاد الإفريقي في غضون عام 2014، وكذلك في التخطيط معاً لأحسن السبل الكفيلة بوضع أسس الإستراتيجية الإفريقية للاتحاد الأوروبي. وبدورها، أعربت الجزائر عن ارتياحها لنتائج الحوار الأخير بين الاتحاد الأوروبي والاتحاد الإفريقي، وأعربت عن أملها في أن يستمر الاتحاد الأوروبي في المشاركة في عملية الاندماج القاري، بالإشارة بوجه الخصوص إلى المشروع الكبير الجارية أشغاله لبناء طرق تمتد إلى النيجر ومالي وتشاد.

ولقد تطرق ممثلو الاتحاد الأوروبي لعدد من المشاكل التي تواجه المنظمات غير الحكومية الأجنبية الناشطة في الجزائر، التي خلق لها قانون الجمعيات الجديد الذي صدر في جانفي 2012 بعض الصعوبات (تسجيل، حل، تطبيق الأحكام بأثر رجعي، الدفع في الخارج، الخ.) ما قد يسيء لصورة الجزائر.

من المقرر أن يكون الحكم السياسي (مكافحة الفساد، الحق في العدالة) أحد المحاور الأساسية للتعاون مع الجزائر في الفترة الممتدة بين 2014 و2017. ولقد أعلنت المفوضية الأوروبية أن خمسة مشاريع تعاون مع الجزائر هي الآن في طور الإعداد في شتى المجالات. كما تم وضع ثلاثة آليات رئيسية في تصرف المجتمع المدني، ويتعلق الأمر بالآلية الأوروبية للديمقراطية وحقوق الإنسان (IEDDH)، والآلية الموضوعاتية "جهات فاعلة غير عمومية" وأخيراً آلية "التسهيل من أجل المجتمع المدني".

واتفق الطرفان على عقد الدورة الثانية من المفاوضات الخاصة بخطة العمل، في الأشهر المقبلة. وذلك في إطار تنفيذ سياسة الحوار الأوروبية الجديدة، من أجل تعميق الحوار بين الاتحاد الأوروبي والجزائر من أجل التوفر على آليات جديدة عن طريق وكالات أوروبية متخصصة لتعزيز التعاون الثنائي. ●

في إطار الحوار السياسي، سيطرت الجزائر والاتحاد الأوروبي أهدافاً طموحة، مؤسسة على مبدأ التمسك المشترك والمتعارف عليه بقيم الديمقراطية، ودولة القانون، وحماية وترقية حقوق الإنسان وكذا القضايا الأمنية، بما في ذلك مكافحة الإرهاب.

لقد تمت أشغال اللجنة الفرعية في روح من الإرادة البناءة. فكان الحوار صريحاً ومفتوحاً وسمح بتبادل وجهات النظر والتحليل مع مسؤولي الاتحاد الأوروبي بشأن التطورات السياسية الجارية في الجزائر والقارة الأوروبية. وتطور القوانين التشريعية والتنظيمية في مجال حقوق الإنسان، فضلاً عن القضايا الأمنية المتعلقة بمكافحة الإرهاب.

وأكد الوفد الجزائري، الذي ضم ممثلين عن وزارات الخارجية والداخلية والعدل والدفاع والاتصال والتعاون، في مناسبات عديدة على استعداداته للتعاون مع الاتحاد الأوروبي والجهات الفاعلة الدولية الأخرى، وعلى انفتاحه على الخبرات الأجنبية وتبادل التجارب.

استعرض ممثلو الجزائريون عملية الإصلاح التي انطلقت في 2011، والتي تتضمن قوانين جديدة خاصة بالأحزاب السياسية والنظام الانتخابي، ودور المرأة في الحياة السياسية والجمعيات والإعلام، وإصلاح العدالة، ومراجعة الدستور فضلاً عن إنشاء الديوان المركزي لمكافحة الفساد. وعبرت الجزائر عن انفتاحها على التوصيات التي قدمتها بعثة الاتحاد الأوروبي لمراقبة الانتخابات، في مسعى شامل لتعزيز الديمقراطية بهدف إلى تطوير النظام الانتخابي، من جانبه، أبدى الاتحاد الأوروبي استعداداته على توفير الخبراء لمساعدة الجزائر في إعداد هذه السياسات.

كما أشاد الاتحاد الأوروبي بإلغاء جرم جنح الصحافة في قانون الإعلام الجديد وحث السلطات الجزائرية على تنفيذ التوصيات التي قدمها المقرر الخاص عن الحق في حرية الرأي والتعبير عقب زيارته إلى الجزائر في عام 2011. وقد أبرزت الجزائر الحرية التي تتمتع بها الصحافة الجزائرية، والتي أكد عليها فتح المشهد الإعلامي (133 جريدة يومية و27 جريدة أسبوعية و61 مجلة دورية، وخمس قنوات تلفزيونية وحوالي خمسين محطة إذاعية)، وتنظم العديد من الملتقيات والندوات، والمناقشات مع خبراء أجانب من أجل الاستفادة أكثر من التجارب الناجحة.

كما تطرق الوفدان لعدد من القضايا السياسية المتعلقة بالوضع الإقليمي، لاسيما الوضع في منطقة الساحل، وخصوصاً في مالي.

زيارة السيد بيار فيمون

الأمين العام التنفيذي للمصلحة الأوروبية للعمل الخارجي الأوروبي

التقى الأمين العام التنفيذي للمصلحة الأوروبية للعمل الخارجي، بيار فيمون، خلال الزيارة التي قام بها إلى الجزائر يومي 14 و15 أفريل، الوزير المنتدب الجزائري المكلف بالشؤون المغاربية والأفريقية، السيد عبد القادر مساهل، وكذا بمستشار رئيس الجمهورية المكلف بمكافحة الإرهاب، السيد كمال رزاق بارة.



من اليسار إلى اليمين: السفير ماريك سكوليل، رئيس بعثة الاتحاد الأوروبي بالجزائر، والسيد بيار فيمون الأمين العام التنفيذي للمصلحة الأوروبية للعمل الخارجي، والسيد عبد العزيز بوقطاية، مدير المعهد الدبلوماسي والعلاقات الدولية.

خلال هذه الزيارة، قدم السيد فيمون بحاضرة أمام نحو مائة من الدبلوماسيين الجزائريين الشباب بالمعهد الدبلوماسي والعلاقات الدولية. وبهذه المناسبة شرح دور المصلحة الأوروبية للعمل الخارجي، التي أنشئت في جانفي 2010 وأولويات السياسة الخارجية في الاتحاد الأوروبي، لاسيما في علاقاتها مع دول الجوار الجنوبي. وأعقبت المداخلة سلسلة من الأسئلة والأجوبة التي تجاوب معها السيد فيمون أمام جمهور شديد الانتباه.

تعتبر المصلحة الأوروبية للعمل الخارجي الجهاز الدبلوماسي للاتحاد الأوروبي الذي يساعد مسؤول الشؤون الخارجية في الاتحاد الأوروبي على تنفيذ السياسة الخارجية والأمنية للاتحاد الأوروبي، ولها شبكة واسعة من البعثات في جميع أنحاء العالم.

ولقد أوضح السيد فيمون أهمية تبادل وجهات النظر بين الطرفين، بقوله: "إن الجزائر بلد أساسي في أفريقيا وفي منطقة الساحل فيما يخص معالجة وحل الأزمات التي تشهدها المنطقة. وإنه ليهتمنا كثيرا أن نلتقي بالسلطات الجزائرية بصفة منتظمة."

ولقد اغتنم الفرصة للتذكير بعمله السابق مع السلطات الجزائرية ومع السيد مساهل حول النزاعات في منطقة الساحل، ولاسيما في مالي.

وأشار السيد فيمون في هذا الصدد بالقول "إننا لدينا نفس التحليل للوضع. نفس الإحساس بضرورة العمل حول الميادين والجوانب الأساسية للمسألة المالية، سواء فيما يتعلق بالجانب السياسي والتنمية الاقتصادية أو في مجال مكافحة الإرهاب."



كلمة المندوبية

أعزائي القراء والقارئات

كافتتاح لهذا العدد أودّ بادئ ذي بدء أن أرحّب بكرواتيا التي أصبحت منذ فاتح جويلية 2013 الدولة العضو الثامنة والعشرين في الاتحاد الأوروبي. هذا الانضمام، كسابقه، خطوة إيجابية بالنسبة إلى أوروبا وإلى كرواتيا في آن واحد. ذلك أنّه بتقوية العائلة الأوروبية، تساهم في تعزيز الاستقرار والازدهار والسلام في القارة الأوروبية. بهذه المناسبة، صرّح السيد ستيفان فول، المفوض الأوروبي المكلف بسياسة الحوار والتوسيع، قائلا: "إنّ انضمام كرواتيا يبيّن القدرة على تغيير سياسة التوسّع لدى الاتحاد الأوروبي. إنّ كرواتيا التي عانت نزاعا دام عقدين من قبل، هي اليوم ديمقراطية مستقرة قادرة على الاضطلاع بالمسؤوليات المناطة إلى أعضاء الاتحاد الأوروبي والمتوافقة مع معاييرها. هذا التقييم هو أيضا إشارة قوية باتجاه كلّ بلدان البلقان الغربية التي أعلن المجلس الأوروبي عن أفقها الأوروبية بشكل هام".



إن العلاقات بين الاتحاد الأوروبي والجزائر تواصل تطوّرها كما تبين ذلك في 16 ماي الماضي. عبر عقد الدورة الثانية للجنة الفرعية "الحوار السياسي والأمن وحقوق الإنسان" بروكسل، برئاسة المدير العام مغرب - مشرق هيوغ منغارتي والمدير العام المكلف بأوروبا في وزارة الخارجية الجزائرية، السيد إسماعيل علاوة، هذه الدورة سمحت بإقامة حوار صريح وصادق وبناء وكذا الوصول إلى توافق واسع النطاق في وجهات النظر حول مواضيع عدّة. خاصة ما تعلّق بتطوّر الوضع الإقليمي أو منع الانتشار أو التعاون مع المجلس الأوروبي. لقد تمّ ضمّ لمحة عن تقدّم بعض مشاريعنا التعاونية في هذا العدد.

أخيرا، أودّ أن أشكر جزيل الشكر الجمهور الجزائري على حماسه ومشاركته في الدورة الرابعة عشرة للمهرجان الثقافي للاتحاد الأوروبي بالجزائر الذي جرت فعالياته من 10 إلى 31 ماي بالجزائر العاصمة، وهران وعناية. إنّ اهتمام الجمهور الجزائري وحماسه يشترقان الاتحاد الأوروبي وكلّ الدول الأعضاء فيه التي لا تدّخر جهدا من أجل تقديم أحسن الفنون الحية الأوروبية. أودّ أن أشكر بحرارة كلّ المتعاونين معنا: الإذاعة الوطنية الجزائرية ومؤسسة فنون وثقافة لولاية الجزائر وولاية وهران والمعهد الفرنسي بعناية الذين استقبلونا بكرم وسخاء في قاعاتهم الرائعة. وذلك ما أسعد الجمهور كثيرا. لا شكّ في أنّ هذا الحماس والتنافس المتفاسمين سوف يغذيان أفكارنا قصد تحضير طبعة خامسة عشرة أتمنى أن تكون أكثر نجاحا.

ماريك سكوليل

السفير/رئيس بعثة الاتحاد الأوروبي

الافتتاحية

كلمة المندوبية

التعاون بين الاتحاد الأوروبي والجزائر

- زيارة السيد بيار فيمون. الأمين العام التنفيذي للمصلحة الأوروبية للعمل الخارجي. للجزائر
- الحوار بين الاتحاد الأوروبي والجزائر في الشئون السياسية والأمنية وحقوق الإنسان
- برلمانيون أوروبيون يلتقون بنظرائهم الجزائريين
- تصدير المنتجات الجزائرية إلى أوروبا
- الاتحاد الأوروبي في حوار مع مسؤولي 22 بلدية من شمال غربي الجزائر
- الانطلاق الرسمي لبرنامج دعم قطاع الصحة في الجزائر
- انطلاق مشروع التوأمة "الطيران المدني"
- التشغيل: دعم تطوير شبكة الوكالة الوطنية للتشغيل
- ندوة لعرض برنامج ديفيكو DIVECO: التنوع الإقتصادي
- اجتماع اللجنة الفرعية للاتحاد الأوروبي/الجزائر "النقل، البيئة والطاقة"
- تكوين جمعيات جزائرية في تسيير دورة المشروع
- دعم برنامج PME II للجمعيات المهنية
- الأورومتوسطي: الشروع في عملية تقييم المشاريع المنجزة في الجزائر Small Business Act
- برنامج الاتحاد الأوروبي لدعم تحسين التسيير السياسي والاقتصادي للجزائر

التعاون الإقليمي

- الحوار المتوسطي: الهجرة في خدمة التنمية المحلية
- قانون السير الدولي في الفضاء
- اجتماع أول لمديري مراكز التكوين القضائي الأورومتوسطي

الاتحاد الأوروبي

- كرواتيا. الدولة الثامنة والعشرون العضو في الاتحاد الأوروبي منذ أول جويلية
- المفاوضات الأوروبية تشيد بالتقرير الجديد حول أولويات التنمية لما بعد 2015

الشرق الأوسط

- مساعدات من الاتحاد الأوروبي لدفع الأجور ومعاشات الفلسطينيين
- الاتحاد الأوروبي والأزمة السورية

الساحل - المالي

- ندوة دولية في بروكسل لدعم إعادة إعمار مالي
- تصريح السيدة كاترين أشتون، المفوضة السامية للاتحاد الأوروبي. حول التنمية بشمال مالي
- تعيين دومينيك ريفيرون مينتو ممثلا خاصا للاتحاد الأوروبي لمنطقة الساحل

أصدقاء

- برنامج الإعلام الجوّاري: تكوين الصحفيين الجزائريين
- تسليم جوائز لمسابقة أحسن كتابة
- المهرجان الثقافي الأوروبي الرابع العاشر في الجزائر: نجاح ميمز

الاتحاد الأوروبي



مجلة مندوبية الاتحاد الأوروبي في الجزائر



السادة عبد القادر مساهل، الوزير المنتدب لدى وزير الخارجية المكلف بالشؤون المغاربية والإفريقية، وبيير فيرمون، الأمين العام التنفيذي للمصلحة الأوروبية للنشاط الخارجي للاتحاد الأوروبي.

★ كرواتيا : الدولة الثامنة والعشرون العضو في الاتحاد الأوروبي منذ أول جويلية

★ الحوار السياسي، الأمن، حقوق الإنسان بين الاتحاد الأوروبي و الجزائر

★ برلمانيون أوروبيون يلتقون بنظرائهم الجزائريين

★ المهرجان الثقافي الأوروبي الرابع عشر بالجزائر: نجاح مميز